



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture économique
N° 140 – 3^{ème} trimestre 2009

SOMMAIRE

1. Synthèse de la conjoncture à Mayotte	4
<i>Le contexte international et national</i>	4
<i>La conjoncture à Mayotte</i>	5
2. Annexes statistiques	11
<i>Note méthodologique</i>	11
<i>Les secteurs d'activité : résultats de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM et données quantitatives</i>	12
<i>Vue d'ensemble</i>	12
<i>Agriculture et aquaculture</i>	13
<i>Industrie agroalimentaire</i>	14
<i>Autres industries</i>	17
<i>Construction</i>	20
<i>Commerce</i>	22
<i>Services marchands</i>	24
<i>Hôtellerie et tourisme</i>	26
<i>Les entreprises</i>	27
<i>Investissement</i>	27
<i>Financement</i>	27
<i>Vulnérabilité financière</i>	28
<i>Les ménages</i>	29
<i>Consommation</i>	29
<i>Investissement immobilier</i>	30
<i>Vulnérabilité financière</i>	31
<i>Sélection d'indicateurs macro-économiques</i>	32
<i>Marché de l'emploi</i>	32
<i>Prix à la consommation, salaires et revenus</i>	32
<i>Commerce extérieur</i>	33
<i>Transports</i>	34
Liste des publications	35

SYNTHÈSE DE LA CONJONCTURE À MAYOTTE

1. La conjoncture internationale et nationale du 3^{ème} trimestre 2009**Arrêt de la contraction de l'économie mondiale et signes de redressement de l'activité**

Après la forte contraction d'activité mondiale observée à la fin de l'année 2008, la plupart des économies développées présentent des signes de retour à la croissance au troisième trimestre 2009 : la production repart à la hausse, notamment dans le secteur manufacturier, et le commerce mondial renoue avec une croissance positive. Les prix continuent d'enregistrer une évolution légèrement négative dans les pays de l'OCDE, toujours en raison des effets de base liés aux cours des matières premières et de la sous-utilisation des capacités de production.

Les **Etats-Unis** sont sortis de la récession avec une croissance du PIB de +3,5 % en rythme annualisé¹ au cours du troisième trimestre. La reprise de la consommation des ménages, des exportations et de l'investissement résidentiel, la reconstitution des stocks et le maintien d'une stimulation par les dépenses publiques ont contribué à relancer l'économie américaine dans un contexte d'inflation négative². Le taux de chômage a de nouveau augmenté (10,2 % en octobre) mais le rythme des baisses d'emploi a été sensiblement ralenti. La Réserve Fédérale a maintenu ses taux d'intérêt directeurs à leurs niveaux exceptionnellement bas (entre 0 et 0,25 %).

Au **Japon**, la croissance du PIB a été de 1,2 % en rythme trimestriel, soit deux fois plus que ce qui était attendu. Cette amélioration résulte de la hausse des exportations, reflet de la reprise des autres économies asiatiques, ainsi que des effets favorables sur la demande intérieure des mesures de relance nationales. Le taux d'inflation est resté négatif (-2,2 % sur un an en septembre) et le taux de chômage s'est inscrit en retrait (5,3 % en septembre, après 5,5 % en août).

Le **Royaume-Uni** enregistre une croissance négative de -0,4 % sur le trimestre ; c'est la sixième baisse consécutive et cette contraction inattendue a touché l'ensemble des secteurs.

Après cinq trimestres de recul, la **zone euro** est revenue à une croissance positive au troisième trimestre 2009, à +0,4 % par rapport au deuxième trimestre, sous l'effet d'un redressement généralisé, même si certaines économies de la zone sont encore en récession. La production industrielle a poursuivi sa tendance haussière (+0,3 % sur un mois en septembre) après un point bas atteint au premier trimestre 2009. Les taux annuels d'inflation ont continué d'être négatifs (-0,1 % en octobre). Le taux de chômage s'est toutefois inscrit en hausse à 9,7 % en septembre 2009, après 7,7 % un an auparavant. La BCE a laissé inchangé son taux d'intérêt des opérations principales de refinancement à 1 %.

La **France** a enregistré une croissance de +0,3 % au troisième trimestre, identique à celle du deuxième trimestre 2009. Le solde des échanges extérieurs a contribué positivement à cette hausse (+0,4 point) grâce aux bonnes performances des exportations (+2,3 %) qui ont progressé plus rapidement que les importations (+0,4 %) ; la contribution de la demande intérieure finale hors stocks est négative (-0,1 point), avec une consommation des ménages stable (+0,0 %) et un nouveau repli de l'investissement (-1,4 %) tandis que le déstockage se stabilise quasiment, notamment dans l'automobile et les biens intermédiaires. La bonne tenue de l'activité dans les secteurs des biens manufacturés, de l'automobile et des biens intermédiaires a permis de maintenir la production en légère hausse (+0,5 %). L'emploi s'est pratiquement stabilisé, avec une poursuite de la baisse dans l'industrie et la construction mais une hausse dans les services, notamment dans l'intérim ; le taux de chômage a atteint 10 % en septembre. L'inflation a de nouveau été négative (-0,2 % en octobre en glissement annuel), toujours sous l'effet de la baisse des produits pétroliers ; l'inflation sous-jacente est passée à 1,8 % en octobre.

Dans les pays émergents d'Asie, la reprise s'est poursuivie. La Chine a enregistré une hausse de son PIB de 8,9 % en rythme annuel au troisième trimestre³, grâce aux effets des plans de relance. En Amérique latine, les principales économies ont évolué de façon hétérogène : le Brésil et le Mexique ont continué de montrer de nouveaux signes de faiblesse avec une nouvelle baisse de la production industrielle, tandis que l'Argentine a présenté des signes d'amélioration de son activité en dépit d'une légère accentuation des tensions inflationnistes.

¹ Soit en rythme trimestriel une croissance de 0,9 % au troisième trimestre, après -0,2 % au deuxième trimestre 2009.

² -1,3 % en septembre en rythme annuel.

³ Soit, en rythme trimestriel, une croissance de 2,15 %.

2. La conjoncture économique à Mayotte

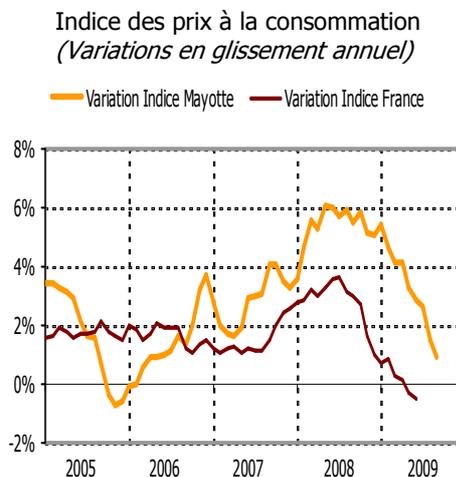
Une conjoncture défavorable

Depuis le quatrième trimestre de 2008, les dirigeants d'entreprises participant à l'enquête de conjoncture de l'IEDOM perçoivent une nette détérioration de la conjoncture économique de Mayotte. Ce ralentissement s'est poursuivi, mais à un moindre degré, au troisième trimestre 2009, entraînant encore une légère baisse des effectifs employés. Les charges d'exploitation ne se dégradent plus, malgré la revalorisation du SMIG de 8 % au 1^{er} juillet 2009 et des délais de paiement toujours longs, de la clientèle publique notamment.

La consommation des ménages et l'investissement des entreprises montrent des signes de reprise, même s'ils restent en retrait sur un an.

Les anticipations pour le quatrième trimestre sont pessimistes : les entrepreneurs interrogés tablent sur une baisse sensible du courant d'affaires, accompagnée d'une forte réduction des effectifs et d'une aggravation des situations de trésorerie.

Les prix poursuivent leur tendance à la baisse



Source : INSEE

L'indice des prix à la consommation est en retrait de 0,5 % au 3^{ème} trimestre 2009. L'évolution des prix à Mayotte poursuit ainsi sa tendance à la baisse entamée au second semestre 2008.

Ce recul de l'indice d'ensemble sur le trimestre est essentiellement en lien avec la baisse des prix des « produits manufacturés » (-6,6 %) et du poste « énergie » (-14,5 %). Les prix des « produits alimentaires et boissons » et du « tabac » ont en revanche fortement progressé (+8,8 % et +24,8 %).

En glissement annuel, la hausse des prix s'établit à 0,9 %, en inflexion sensible par rapport à 2008 (+5,5 % en septembre 2008). Cette modération provient des postes « énergie » et « produits alimentaires et boissons » qui affichent des baisses respectives de 3,1 % et de 1,8 %. L'augmentation des prix du « tabac » est la plus significative (+23,1 %) ; celles des « produits manufacturés » et des « services aux ménages » sont beaucoup plus modérées (+1,6 % et +3,1 %).

Les importations et les exportations augmentent

Au 3^{ème} trimestre 2009, les **importations** (hors hydrocarbures) se sont fortement accrues. Elles représentent 123,5 millions d'euros, en augmentation de 70,9 % par rapport au 2^{ème} trimestre 2009 et de 18,9 % par rapport au 3^{ème} trimestre 2008. Toutefois, depuis le début de l'année, on observe une baisse du cumul des importations par rapport à la même période de 2008 (-6,2 %), tendance qui n'avait pas été observée au cours des cinq dernières années.

Demeurant à un niveau très faible (1,5 million d'euros), les **exportations** se sont accrues sur le trimestre (+19,3 %) mais sont orientées à la baisse (-3,4 %) sur un an.

L'essentiel des exportations est constitué de marchandises réexportées : sur les 3,9 millions d'euros de produits exportés au cours des neuf premiers mois de 2009, seulement 15,5 % concernent des produits propres à Mayotte (ylang-ylang et poissons). Ces exportations sont en baisse au 3^{ème} trimestre 2009 : seuls 614 kilos d'essence d'ylang-ylang ont été exportés, en recul de 25,6 % par rapport au 2^{ème} trimestre 2009 et de 81 % par rapport au troisième trimestre 2008.

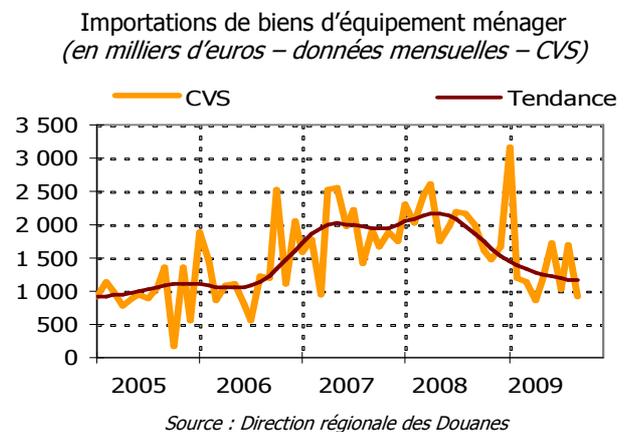
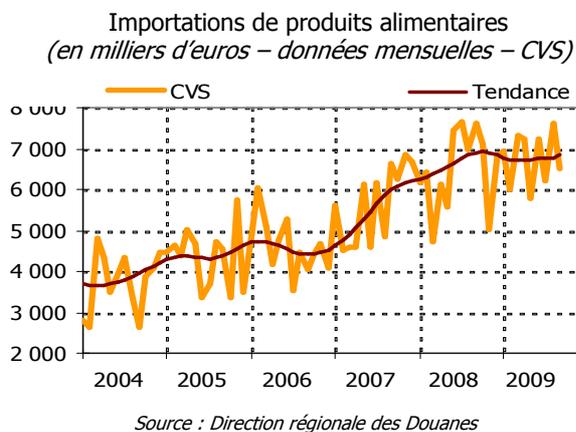
Sur les neuf premiers mois de 2009, le volume d'ylang-ylang exporté est en net repli (-58 %) par rapport à la même période en 2008. Le volume de poissons exportés est également en retrait de 3 % (27,6 tonnes contre 28,4 tonnes au deuxième trimestre). Sur les neuf premiers mois de 2009, le volume de produits aquacoles exporté est en net repli (-21 %) par rapport à la même période en 2008.

La consommation des ménages demeure bien orientée

La **consommation des ménages** - qui affichait déjà des signes de reprise au 2^{ème} trimestre 2009 - retrouve son dynamisme au 3^{ème} trimestre, portée par la hausse du SMIG du 1^{er} juillet 2009 et bénéficiant des effets positifs sur la consommation des grands mariages, de la rentrée scolaire et des festivités du ramadan.

Les importations en valeur de biens d'équipement ménager ont fortement augmenté (+35 % après une croissance de 106 % au 2^{ème} trimestre), comme celles de produits textiles et de produits alimentaires (en hausse respective de 61 % et de 8 % sur le trimestre).

En revanche, sur un an, seules les importations de produits textiles ont progressé (+4,5 %) ; les importations de biens d'équipement ménager et de produits alimentaires sont en repli respectivement de 12 % et de 8 %.



Les ventes de véhicules de tourisme enregistrent une bonne progression sur le trimestre (+15 %) mais une baisse sensible sur un an (-35 %).

Les encours de crédits à la consommation sont stables.

L'investissement des entreprises reprend mais à un rythme encore faible

Au 3^{ème} trimestre 2009, les entreprises ont enregistré une hausse de leurs importations de biens d'équipement professionnel de 4 %, après une baisse de 33 % au précédent trimestre. En glissement annuel, ces importations sont en fort recul (-43 %). Les ventes de véhicules utilitaires se sont fortement accrues sur le trimestre (+31 %) mais sont en net recul sur un an : seuls 51 véhicules ont été vendus contre 70 au 3^{ème} trimestre 2008.

Les encours de crédits à l'investissement diminuent de 2,2 % sur le trimestre.

Les professionnels font état de prévisions d'investissements peu dynamiques pour la période à venir.

Les indicateurs de vulnérabilité financière des agents économiques se dégradent

Les indicateurs de **vulnérabilité financière** des agents économiques demeurent défavorables.

Le nombre d'incidents de paiement sur chèque continue de croître (3,6 %) ainsi que les retraits de carte bancaire (4 %). A fin septembre 2009, le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire (1 659) est en progression de 1,3 % par rapport à fin juin 2009.

Les interdictions bancaires de personnes morales affichent une hausse plus marquée (+12,6 % sur le trimestre et +36 % sur un an). Enfin, à fin septembre, le nombre d'entreprises ayant des incidents de paiement sur effets (IPE) sur les 60 dernières semaines a fortement progressé (+164 %). Les impayés touchent principalement les secteurs du commerce et de la construction, qui concentrent 72 % des IPE pour incapacité de paiement.

Au niveau sectoriel, les situations demeurent préoccupantes

Au 3^{ème} trimestre, les résultats de l'**enquête de conjoncture de l'IEDOM** menée auprès de 64 entrepreneurs de Mayotte sont contrastés.

L'**activité industrielle** affiche une hausse de son courant d'affaires qui devrait se prolonger au cours des prochains mois. Cette dynamique a été propice à l'amélioration de la trésorerie et à des recrutements supplémentaires.

Après avoir bénéficié d'une orientation plus favorable du courant d'affaires au précédent trimestre, l'**industrie agro-alimentaire** enregistre une légère baisse d'activité. Des baisses d'effectifs sont prévues pour le 4^{ème} trimestre mais les dirigeants d'entreprises envisagent de réaliser un certain nombre d'investissements de renouvellement.

Après quatre trimestres de baisse d'activité, le courant d'affaires du **secteur du bâtiment et travaux publics** s'est légèrement amélioré au 3^{ème} trimestre, ce que semble confirmer l'augmentation du tonnage de ciment importé (+47 %). La baisse des effectifs s'est poursuivie (en particulier des emplois saisonniers régis sous la forme de « contrats de chantier ») mais devrait s'interrompre. En revanche, les perspectives d'activité sont sombres.

L'activité **commerciale** continue de s'effriter au 3^{ème} trimestre. En revanche, la période de grande consommation (rentrée scolaire, grands mariages, ramadan) a favorisé une hausse des effectifs.

Au sein du secteur des **services marchands**, la conjoncture s'est dégradée à nouveau au 3^{ème} trimestre. La trésorerie est mise à mal par des délais de paiement de plus en plus longs et des incidents de paiement en progression. Les professionnels s'inquiètent du niveau très bas et du non-renouvellement de leurs carnets de commande. Les prévisions, tant d'activité que d'investissements, sont très pessimistes.

L'activité du **tourisme** et de l'**hôtellerie** affiche pour le deuxième trimestre consécutif une baisse du courant d'affaires. La hausse du trafic de passagers au cours du 2^{ème} et du 3^{ème} trimestre n'a pas été suffisante pour relancer l'activité. Quelques investissements sont prévus malgré des prévisions d'activité peu optimistes.

Le dispositif de médiation du crédit

Le plan de soutien à l'activité et aux entreprises

En réponse à la crise financière de l'été 2008, le gouvernement a mis en œuvre deux plans :

- ❖ Un plan de financement à l'économie, destiné à fournir des liquidités à moyen terme aux banques impactées par la crise, tout en leur offrant un guichet en capital pour renforcer leurs fonds propres. Objectif : éviter l'effondrement du système financier et soutenir la distribution du crédit.

Ce plan a été mis en place avec l'accord de la Commission européenne et de la Banque Centrale Européenne. Le Gouvernement a demandé des contreparties aux institutions financières en matière d'éthique et de financement de l'économie.

- ❖ Un plan de soutien à l'activité et aux entreprises, qui se décompose ainsi :
 - un plan de soutien de 22 milliards d'euros pour assurer le financement des PME,
 - la mobilisation des services de l'État pour assurer le suivi de la façon dont les banques accordent les prêts,
 - la création d'un fonds stratégique d'investissement,
 - l'exonération immédiate et totale de la taxe professionnelle pour les nouveaux investissements.

*

La mission de médiation du crédit s'intègre au plan de soutien à l'activité et porte sur les problèmes de financement des entreprises et leurs relations avec les banques, dans le strict respect des règles de confidentialité et de secret bancaire.

La mission de médiation du crédit - La lettre de mission du Médiateur national

- ❖ S'assurer du respect des engagements pris par les banques en contrepartie des mesures de soutien dont elles bénéficient, notamment en relation avec les commissions départementales de suivi ;
- ❖ Ne laisser aucune entreprise, et notamment aucune PME, seule quand elle est confrontée à un problème de financement ;
- ❖ Examiner leur situation de manière concrète en vue de proposer des solutions chaque fois que cela est possible, via le dépôt d'un dossier sur le site <http://www.mediateurducredit.fr> ;
- ❖ Identifier les entreprises nécessitant la mise en œuvre d'une médiation et leur apporter une réponse de proximité en s'appuyant sur les commissions de suivi mises en place auprès des préfets ;
- ❖ Un correspondant local (directeur départemental de la Banque de France ou de l'IEDOM) désigné par le Préfet et des personnalités qualifiées pour accompagner la mise en place du dispositif ;
- ❖ Saisir le gouvernement de tous les problèmes majeurs non résolus ;
- ❖ Rendre compte.

1. Note méthodologique

L'IEDOM utilise pour réaliser son bulletin de conjoncture trimestriel :

- des données économiques quantitatives issues de sources administratives (INSEE, Douanes etc..) se rapportant aux différents secteurs d'activité et différents secteurs institutionnels (entreprises, ménages...) ainsi qu'à des grandeurs macro-économiques (prix, emploi, commerce extérieur).
- les résultats de l'enquête de conjoncture que l'IEDOM réalise chaque trimestre auprès d'un échantillon d'entreprises de la région.

Les données quantitatives dont nous disposons ainsi que les résultats de l'enquête de conjoncture pour l'ensemble des secteurs et par secteur sont présentés dans les pages qui suivent.

Les indicateurs quantitatifs et les soldes d'opinions se rapportant à l'activité des entreprises et à la demande des ménages, ainsi que les principaux indicateurs macro-économiques (prix, emploi,...), figurent sous forme de graphiques ou de tableaux pour les cinq dernières années, avec des fréquences mensuelles ou trimestrielles. Les séries présentées dans les graphiques sont corrigées des variations saisonnières (CVS). Une série qui, initialement, ne comporte aucun caractère saisonnier est présentée comme une série CVS à coefficients nuls. Les séries sont également représentées dans les graphiques sous forme de tendance, le lissage des données étant effectuée à l'aide de moyennes mobiles. Enfin les séries présentées dans les tableaux sont des données brutes.

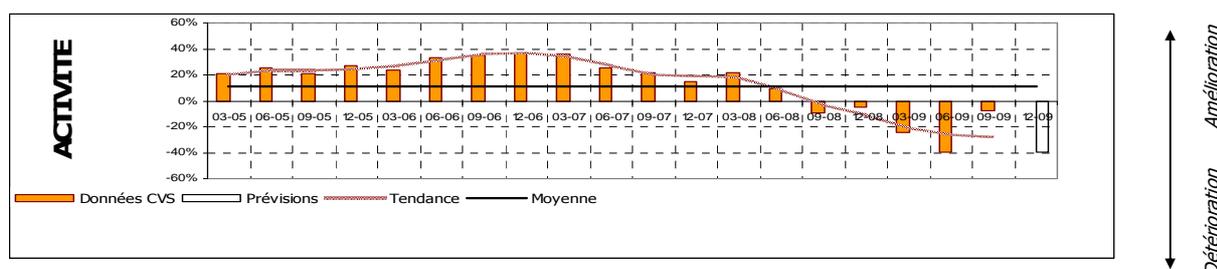
Interprétation des soldes d'opinions

Un solde d'opinions, qui se rapporte à l'**activité** ou aux **charges d'exploitation**, correspond à la différence entre le pourcentage de chefs d'entreprise qui considèrent que leur activité ou leurs charges ont augmenté au cours du trimestre écoulé (réalisations) ou vont croître au cours du trimestre à venir (prévisions) et le pourcentage de ceux qui considèrent que leur activité ou leurs charges ont diminué ou vont décroître. S'agissant de la **trésorerie**, le mode de calcul est identique, la question posée se référant à l'amélioration, à la stabilité ou à la dégradation. Il convient de noter que chaque opinion exprimée, tant que faire se peut, est pondérée par l'effectif de l'entreprise.

L'histogramme évolue de part et d'autre d'une ligne zéro marquant la stabilité. Elles ne traduisent pas une mesure statistique en valeur absolue ou relative des indicateurs mais une tendance, plus ou moins forte, à s'écarter ou à se rapprocher de la stabilité.

Ainsi, l'histogramme établi évolue de part et d'autre d'un axe des abscisses reflétant la stabilité de l'activité, des charges et de la trésorerie. Les points situés au-dessus de cet axe correspondent à des opinions majoritairement favorables. A l'inverse, les points situés au-dessous de cet axe sont le reflet de réponses plutôt défavorables, de plus en plus négatives dans les phases descendantes et allant en s'atténuant lorsque l'histogramme se rapproche de l'axe des abscisses.

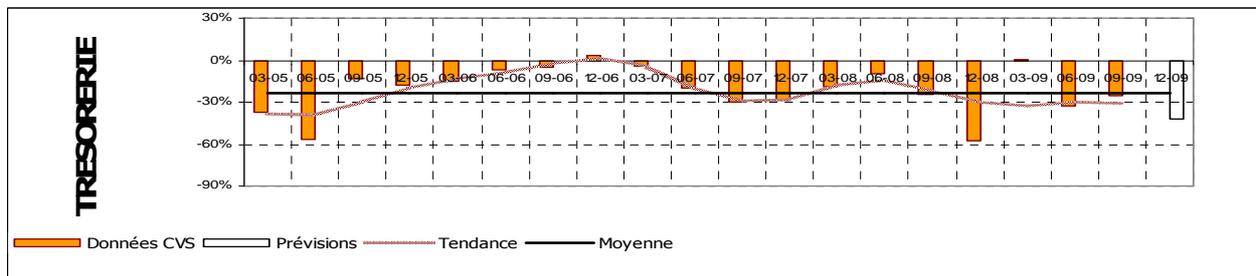
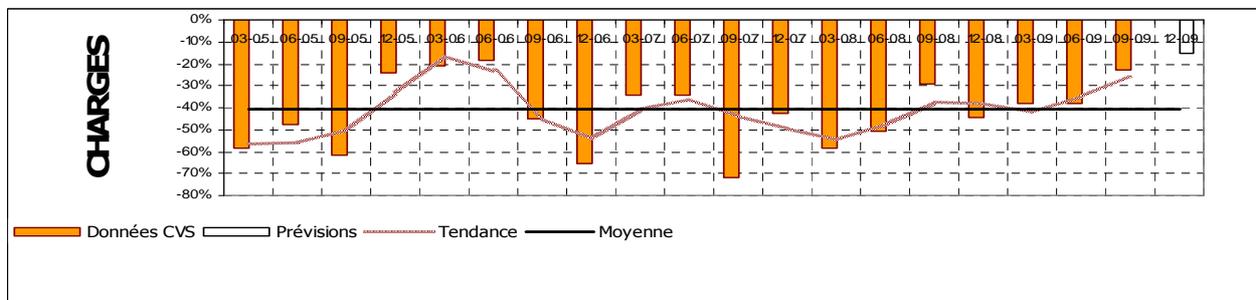
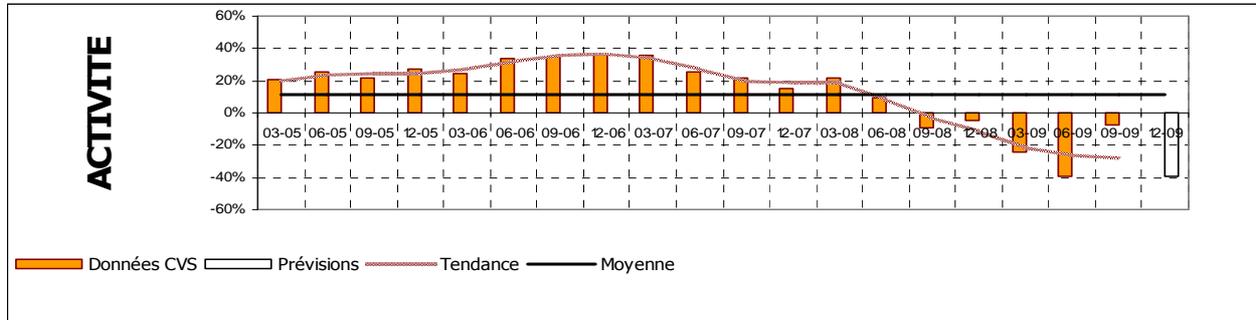
Exemple :



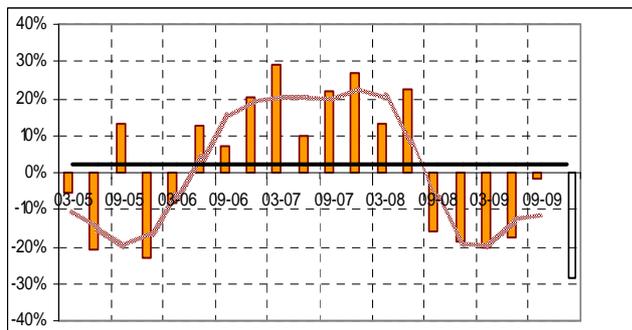
2. Les secteurs d'activité : résultats de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM et données quantitatives

VUE D'ENSEMBLE

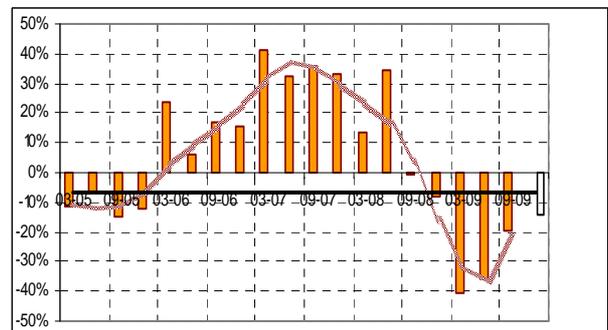
Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 30 septembre 2009⁴



Effectifs

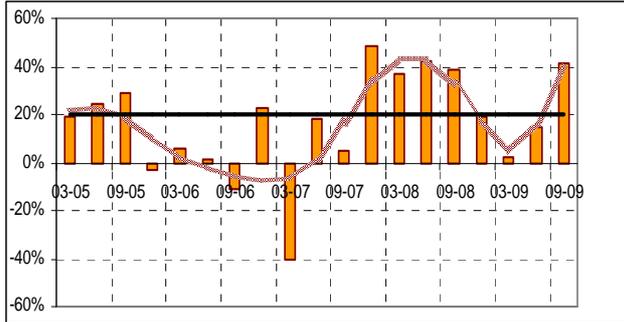


Prix

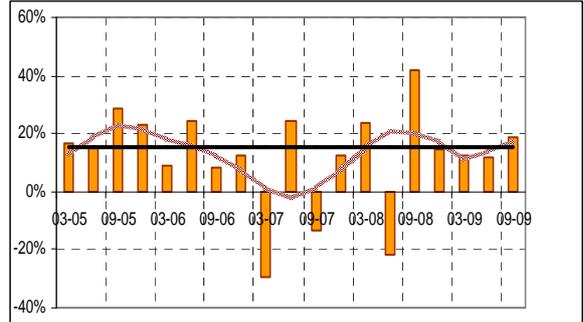


⁴ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 64 entreprises. Les graphiques de réalisation retranscrivent les soldes d'opinions relatifs au trimestre écoulé (3^{ème} trimestre 2009) et aux prévisions établies à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir.

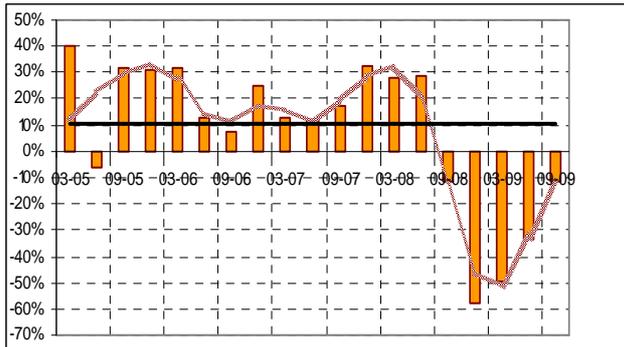
Stocks de matières premières



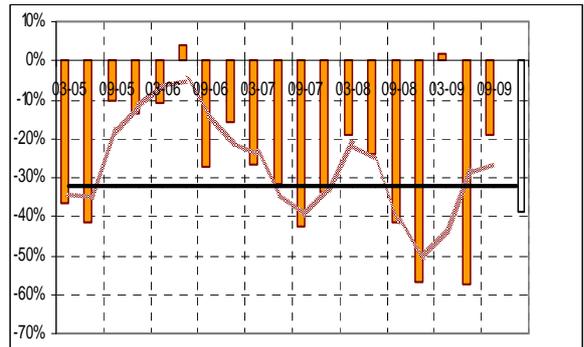
Stocks de produits finis



Prévisions d'investissement



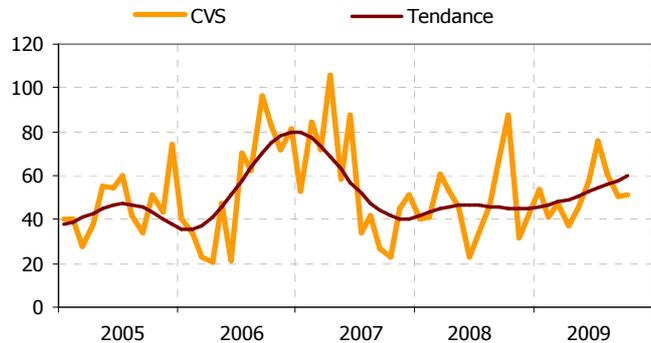
Délais de paiement



AGRICULTURE ET AQUACULTURE

Exportations de produits aquacoles

(en milliers d'euros – données mensuelles – CVS)

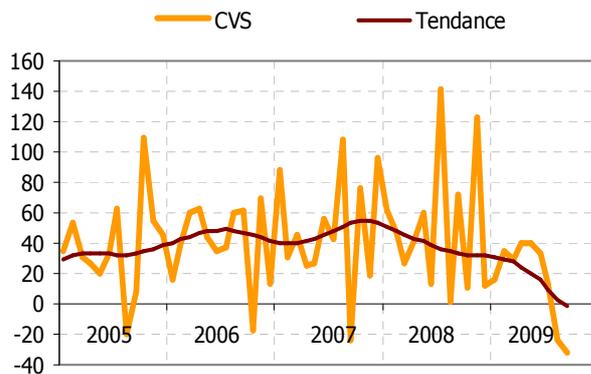


Source : Direction régionale des Douanes

Exportations d'essence d'ylang-ylang

En valeur

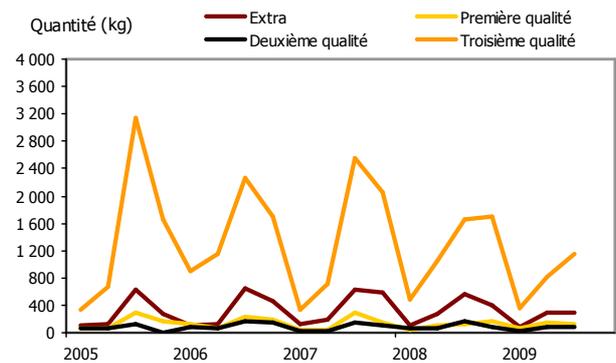
(en milliers d'euros – données mensuelles – CVS)



Source : Direction régionale des Douanes

Selon la qualité, en volume

(en kg – données mensuelles - brutes)



Source : Direction de l'Agriculture et de la Forêt

Déclarations d'intention d'exporter (en kg)

	3T04	3T05	3T06	3T07	3T08	4T08	1T09	2T09	3T09	3T09/2T09	3T09/3T08
Total Ylang-Ylang	2 398	4 184	3 293	3 629	2 500	2 360	536	1 328	1 665	25%	-33%
- Extra	876	622	645	626	572	406	90	279	290	4%	-49%
- Ylang 1ère	121	287	221	303	119	169	61	154	130	-16%	9%
- Ylang 2ème	56	135	167	155	164	81	18	85	90	5%	-45%
- Ylang 3ème	1 345	3 140	2 260	2545	1645	1704	366	810	1156	43%	-30%
Produits d'aquaculture	28 385	37 000	42 220	25 624	35 000	22 500	15 800	33 250	31 400	-6%	-10%

Source : Direction de l'Agriculture et de la Forêt

Exportations agricoles

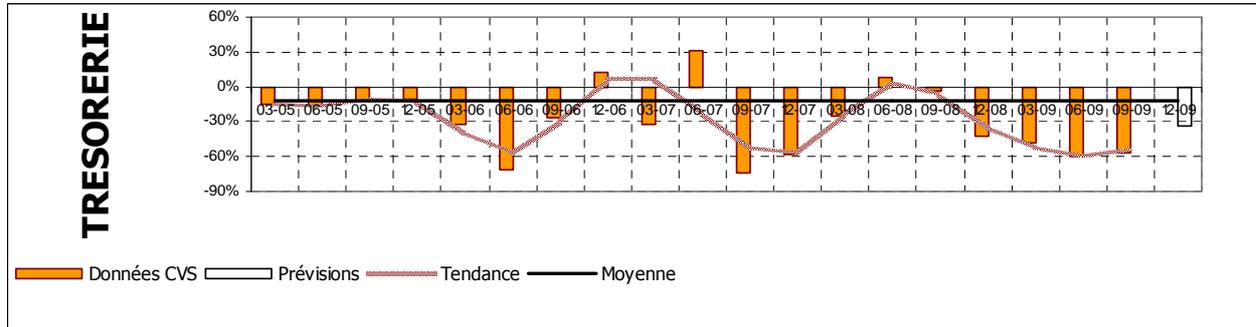
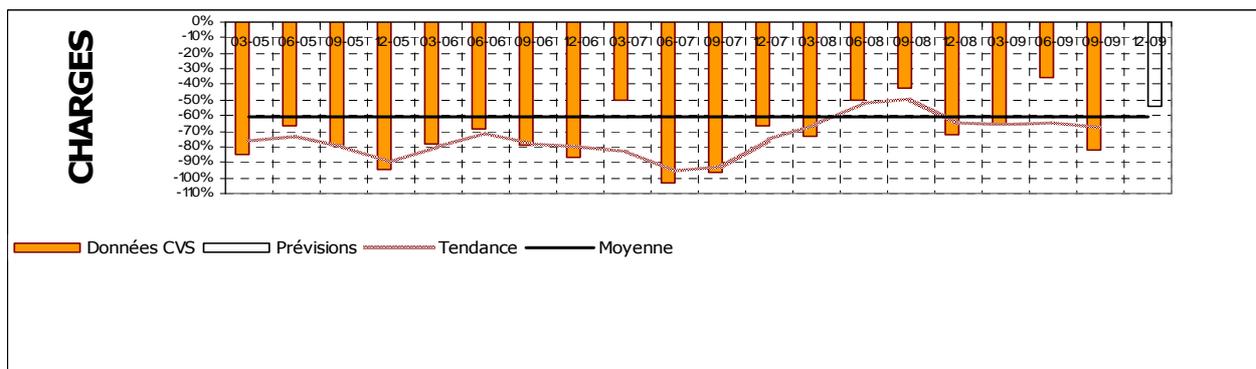
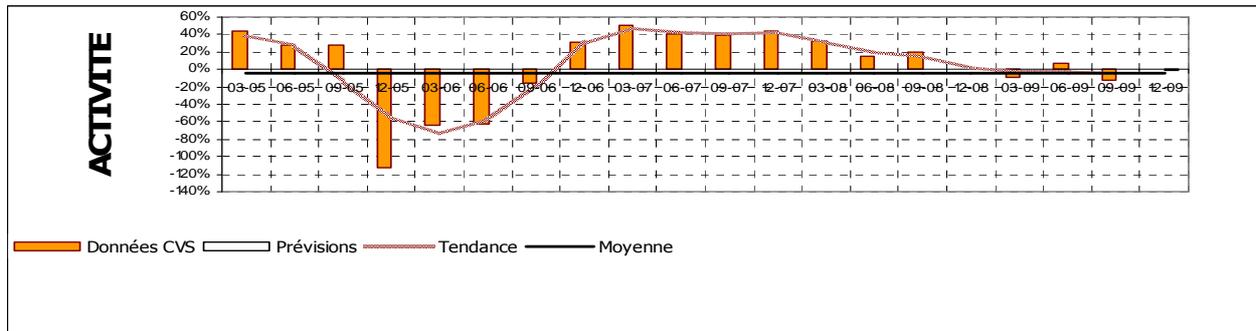
	3T04	3T05	3T06	3T07	3T08	4T08	1T09	2T09	3T09	3T09/2T09	3T09/3T08	Σ09/Σ08
Essence d'ylang-ylang												
Volume (tonnes)	1,4	2,0	3,4	2,9	3,2	1,9	0,6	0,8	0,6	-25,6%	-81%	-58%
Valeur (milliers d'euros)	78,3	112,9	230,1	207,3	298,7	183,7	28,9	71,1	43,5	-39%	-85%	-66%
Produits aquacoles												
Volume (tonnes)	32,4	32,5	46,4	17,9	35,1	21,5	15,8	28,4	27,6	-3%	-21%	-3%
Valeur (milliers d'euros)	146,6	144,1	268,0	103,7	219,2	139,8	103,7	183,6	179,0	-3%	-18%	4%

Source : Direction régionale des Douanes

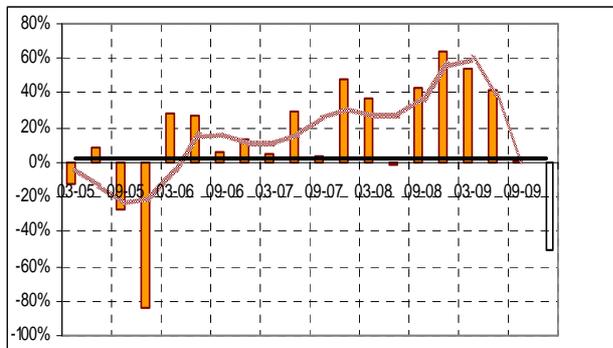
Les différences de volume entre les exportations réalisées (Douanes) et les déclarations d'intention (DAF) peuvent provenir d'un décalage temporel entre le jour de la déclaration d'intention et le jour de l'enregistrement par les Douanes.

INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE

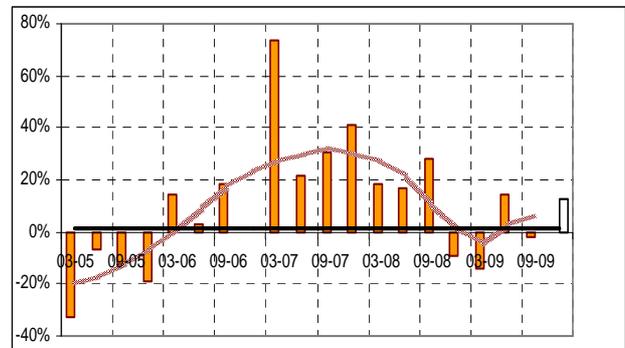
Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 30 septembre 2009⁵



Effectifs

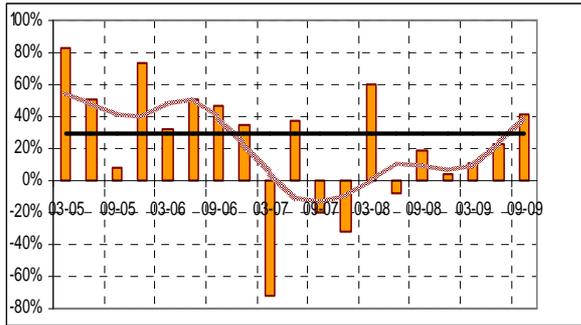


Prix

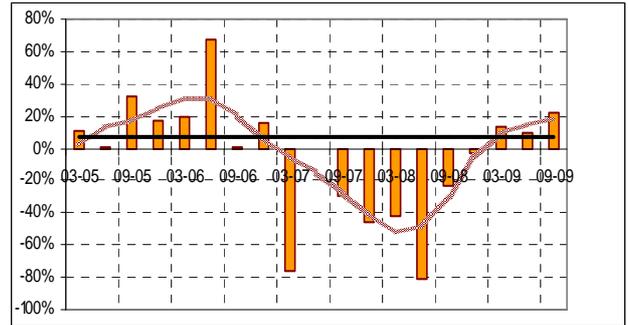


⁵ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès de 8 entreprises de l'industrie agroalimentaire.

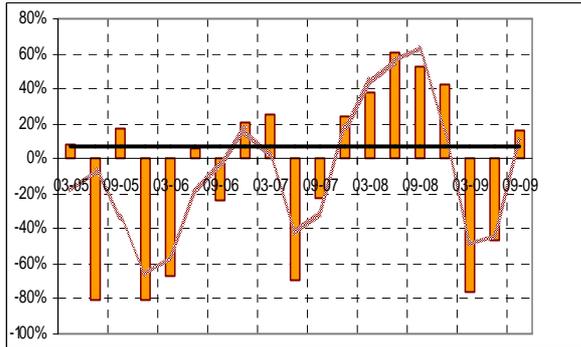
Stocks de matières premières



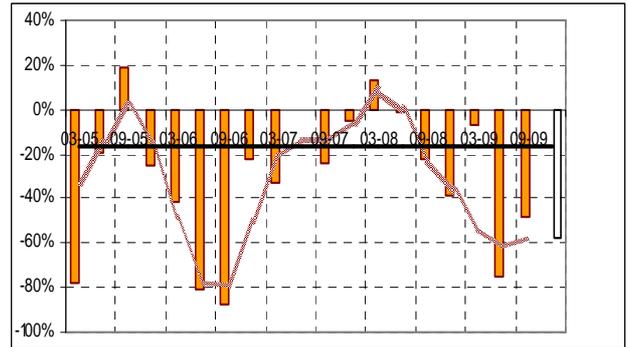
Stocks de produits finis



Prévisions d'investissement

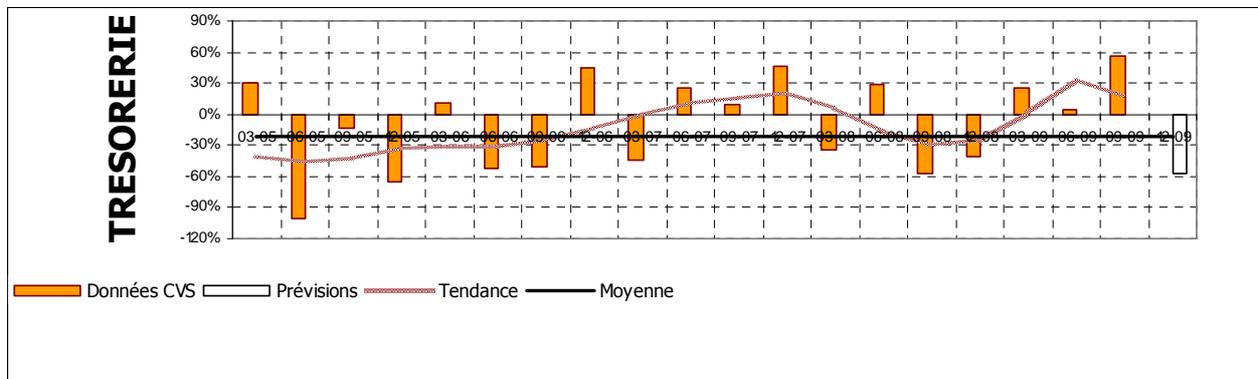
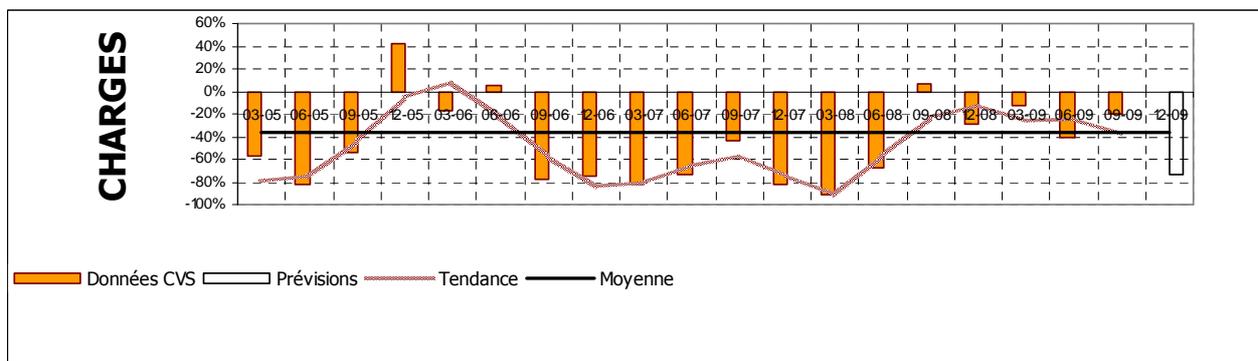
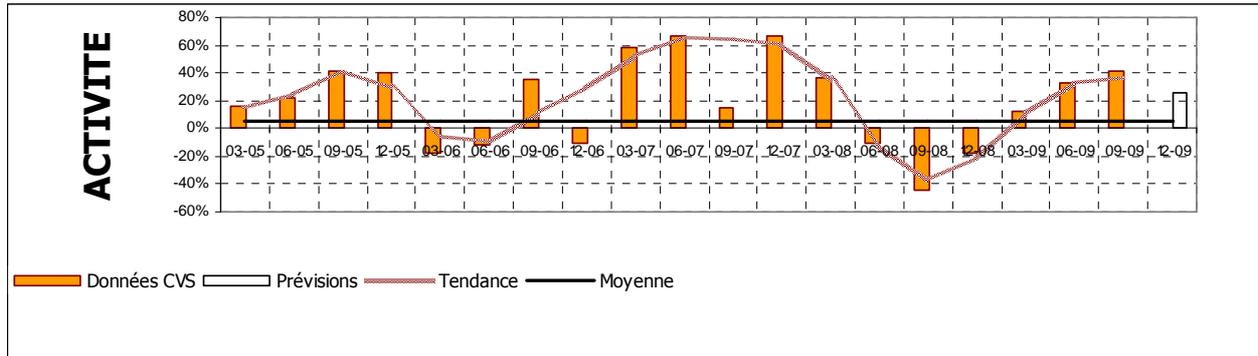


Délais de paiement

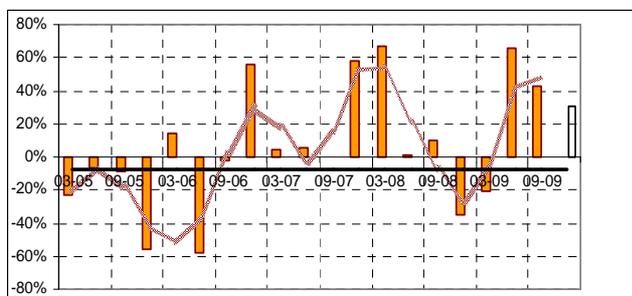


AUTRES INDUSTRIES

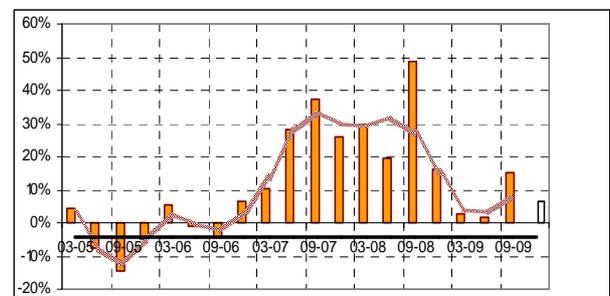
Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 30 septembre 2009⁶



Effectifs

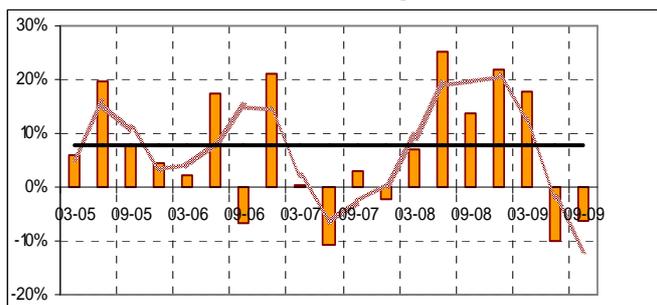


Prix

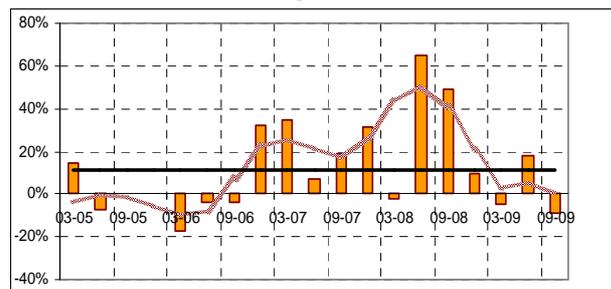


⁶ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès de 8 entreprises du secteur de l'industrie.

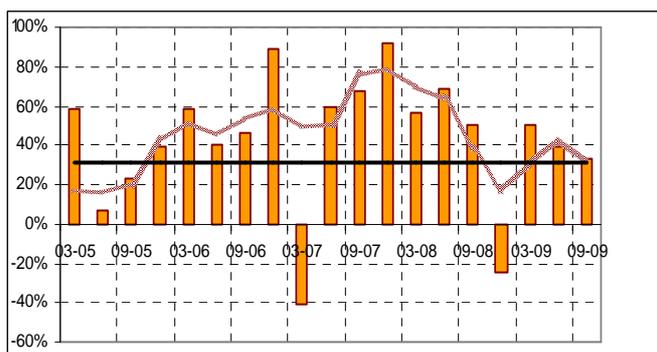
Stocks de matières premières



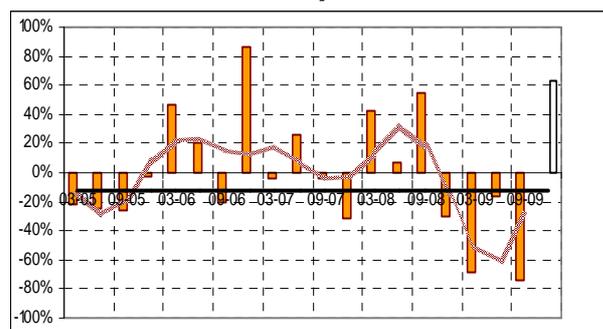
Stocks de produits finis



Prévisions d'investissement



Délais de paiement



La consommation énergétique

Évolution de la consommation d'électricité

ÉLECTRICITÉ	3T04	3T05	3T06	3T07	3T08	4T08	1T09	2T09	3T09	3T09/2T09	3T09/3T08
Consommation (milliers de kWh)	27 939	31 982	38 841	41 789	46 404	44 473	55 708	54 319	55 205	1,6%	19,0%
Nombre d'abonnés	28 434	29 631	30 667	31 874	33 321	33 567	33 800	34 125	34 734	1,8%	4,2%
Consommation par abonné (en kWh)	983	1 079	1 267	1 311	1 393	1 325	1 648	1 592	1 589	-0,2%	14,1%

Source : Electricité de Mayotte

Évolution de la consommation d'hydrocarbures

HYDROCARBURES	3T04	3T05	3T06	3T07	3T08	4T08	1T09	2T09	3T09	3T09/2T09	3T09/3T08
Consommation d'hydrocarbures, hors armée (en milliers de litres)	19 791	20 747	22 723	24 453	27 498	25 857	27 464	27 007	26 845	-0,6%	-2,4%

Source : Total Mayotte

Évolution de la consommation d'eau

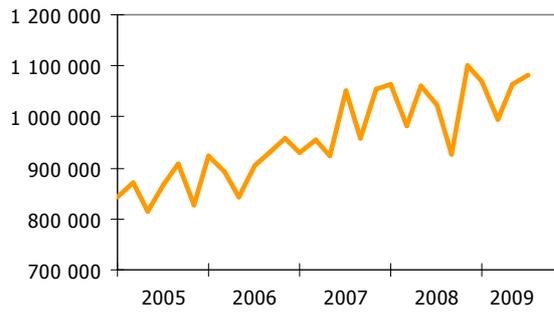
EAU	4B04	4B05	4B06	4B07	4B08	5B08	6B08	1B09	2B09	3B09	4B09	3B09/2B09	3B09/3B08	Cumul 09	Σ09/Σ08
Nombre d'abonnés	29 251	27 750	29 002	30 495	34 128	33 026	33 906	34 229	33 924	34 668	35 375	2,0%	3,7%	-	-
Consommation d'eau (en m ³)	851 259	868 419	904 303	1 052 293	1 021 832	927 072	1 100 673	1 068 485	994 571	1 062 044	1 081 820	1,9%	5,9%	4 206 920	2,0%
Consommation moyenne (m ³ /abonné)	29,1	31,3	31,2	34,5	29,9	28,1	32,5	31,2	29,3	30,6	30,6	-0,2%	2,1%	-	-

Source : Sogea

Suivi de la conjoncture économique à Mayotte

Consommation d'eau

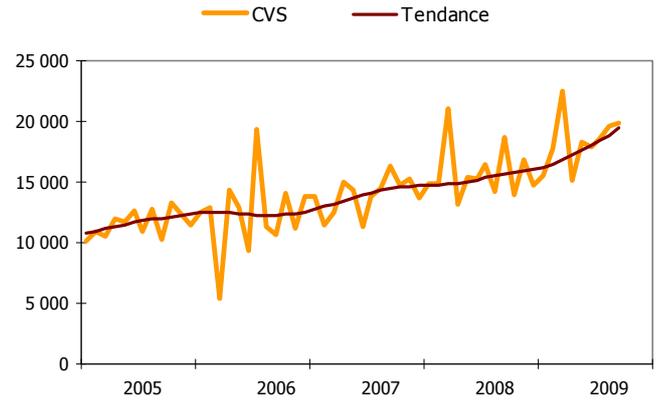
(Données brutes – bimestrielles – en m³)



Source : SOGEA

Consommation d'électricité

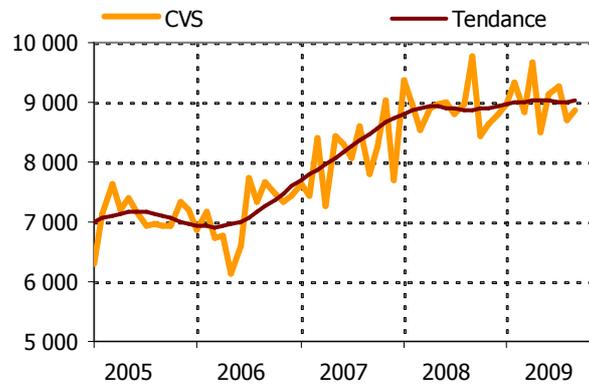
(Données CVS – mensuelles – en milliers de kWh)



Source : Électricité de Mayotte

Consommation d'hydrocarbures

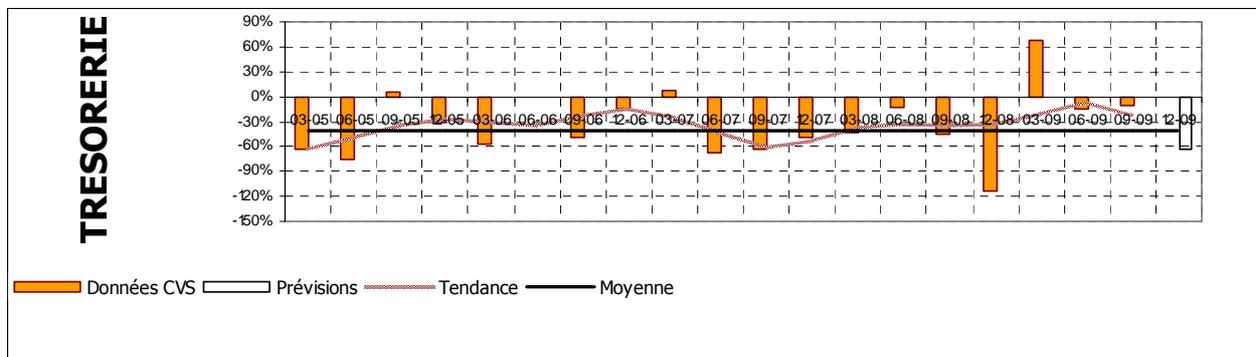
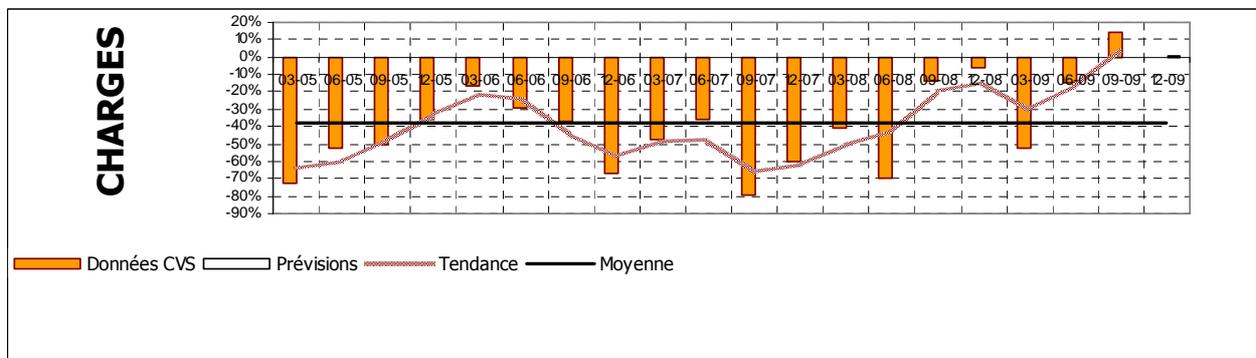
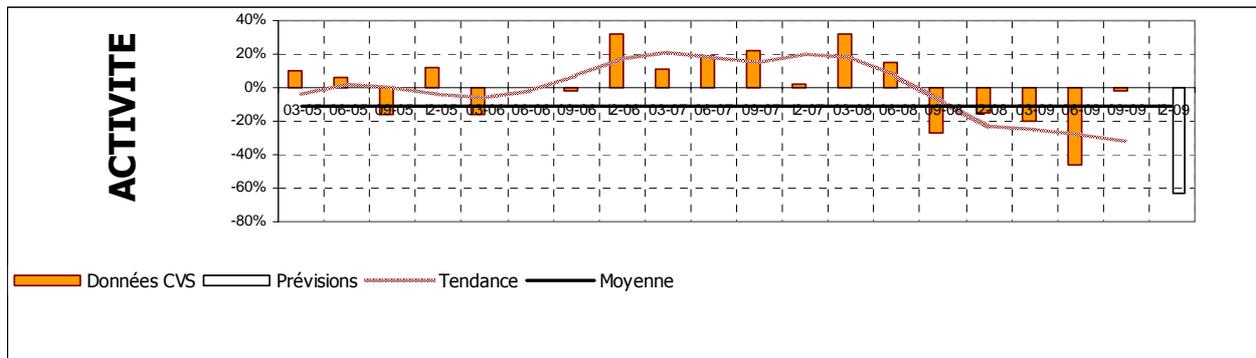
(Données CVS – mensuelles – en milliers de litres)



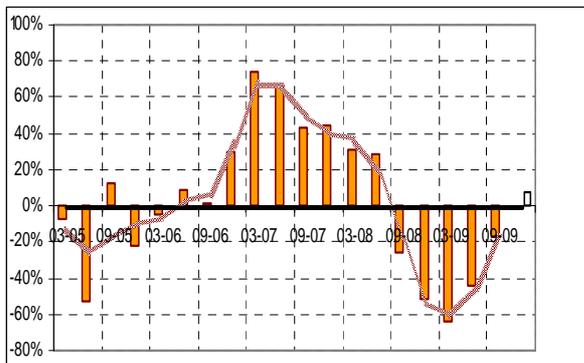
Source : Total Mayotte

CONSTRUCTION

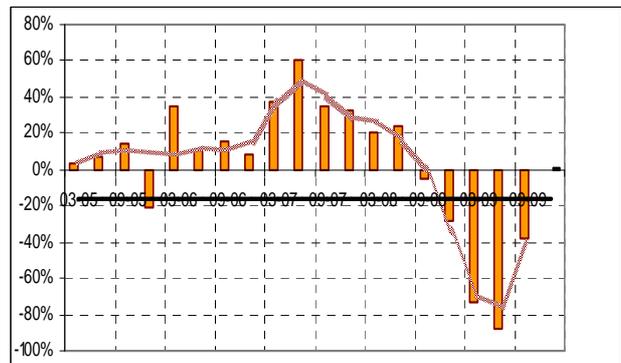
Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 30 septembre 2009⁷



Effectifs

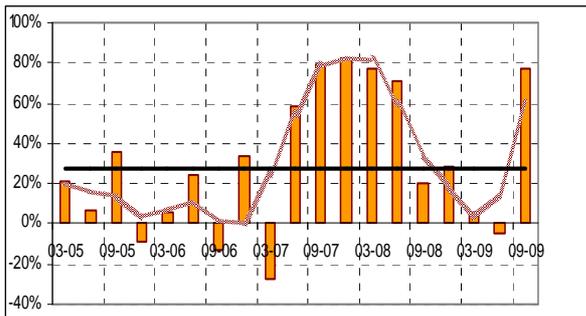


Prix

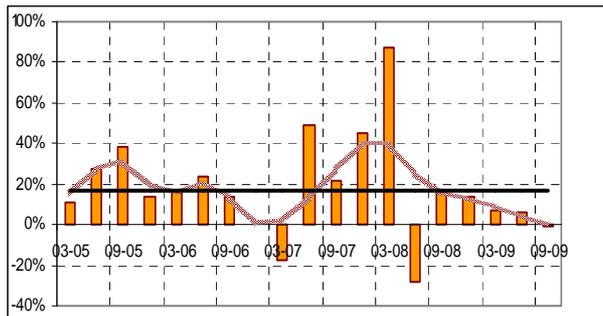


⁷ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 11 entreprises du BTP.

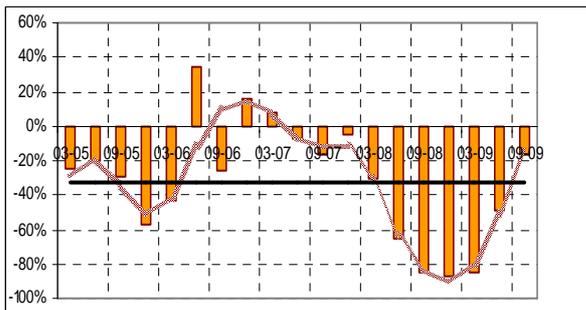
Stocks de matières premières



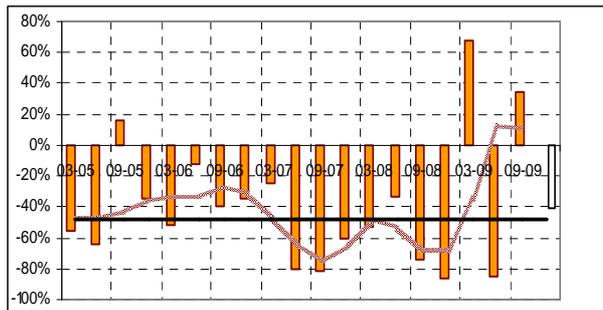
Stocks de produits finis



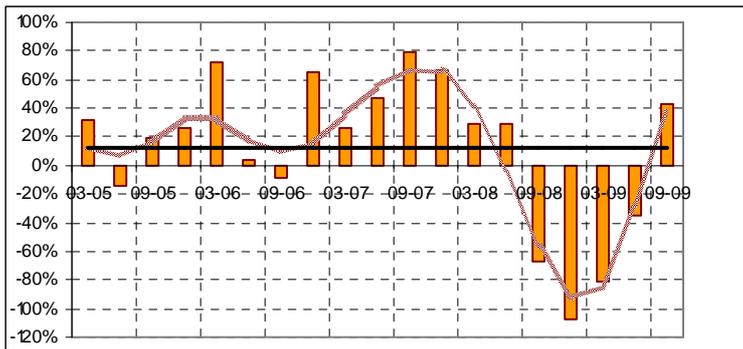
Niveau des carnets de commande



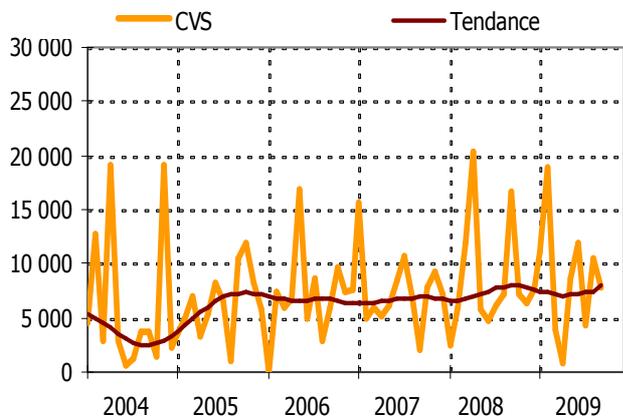
Délais de paiement



Prévisions d'investissement

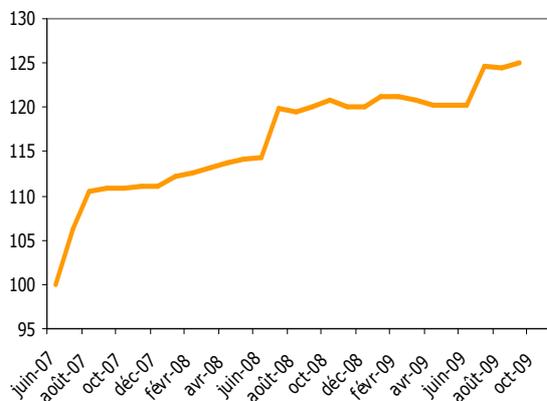


Importations de ciment
(en tonnes – données mensuelles – CVS)



Source : Direction régionale des Douanes

Évolution de l'indice des prix du bâtiment
(indice BTM01)



Base 100 : juin 2007. L'indice tient compte des charges salariales (43 %), des prix de différentes matières, du ciment (6 %), du transport (3 %), de l'énergie (3 %) et de frais divers (15 %).

Source : Direction de l'Équipement

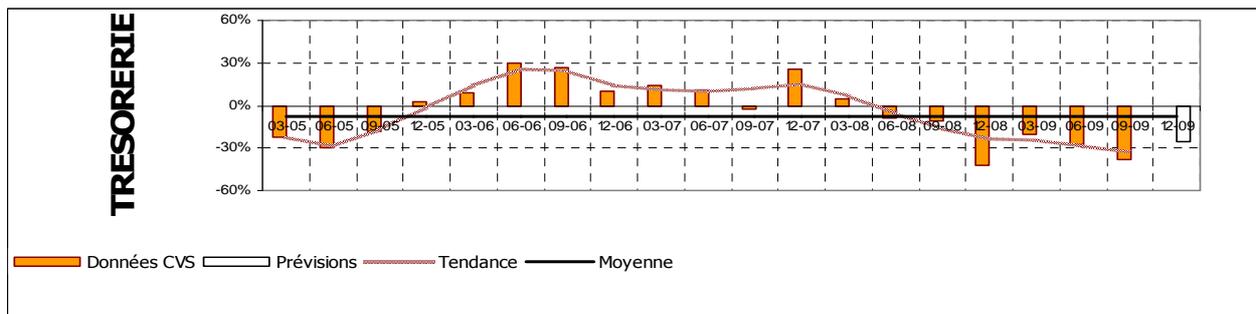
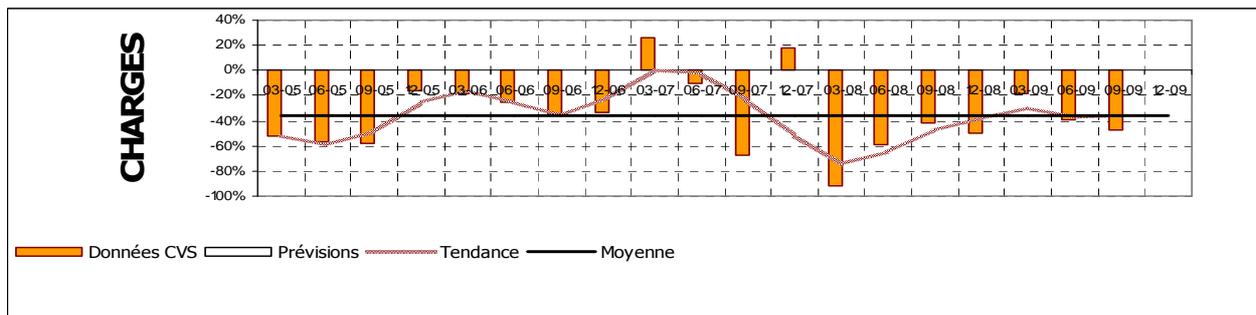
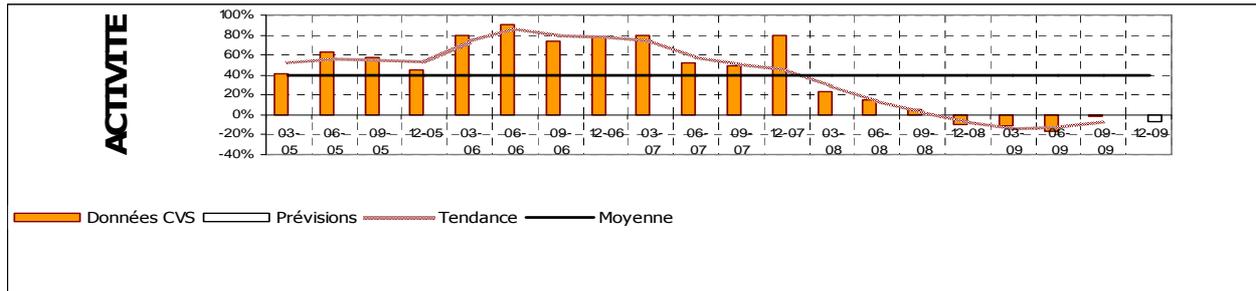
Importations de ciment en valeur et en volume

	3T04	3T05	3T06	3T07	3T08	4T08	1T09	2T09	3T09	3T09/2T09	3T09/3T08	Cumul 09	Σ09/Σ08
en milliers d'euros	723	2 762	2 085	2 165	2 740	2 597	2 424	2 214	2 549	15%	-7%	7 186	-18%
en tonnes	11 686	26 798	23 110	22 362	47 113	22 202	23 604	20 567	30 232	47%	-36%	74 404	-25%

Source : Direction régionale des Douanes

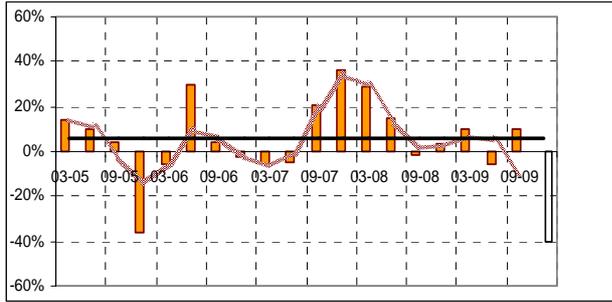
COMMERCE

Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 30 septembre 2009⁸

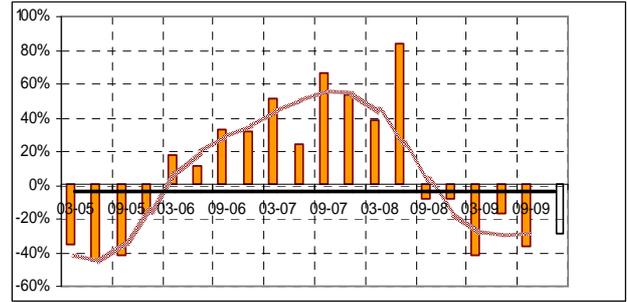


⁸ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès de 18 chefs d'entreprises du commerce.

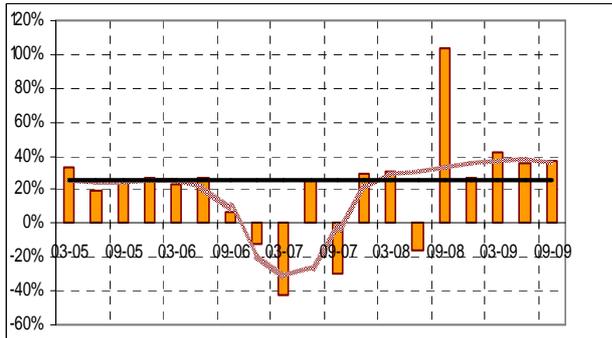
Effectifs



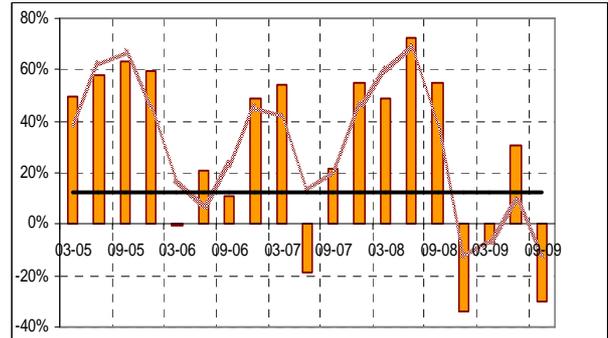
Prix



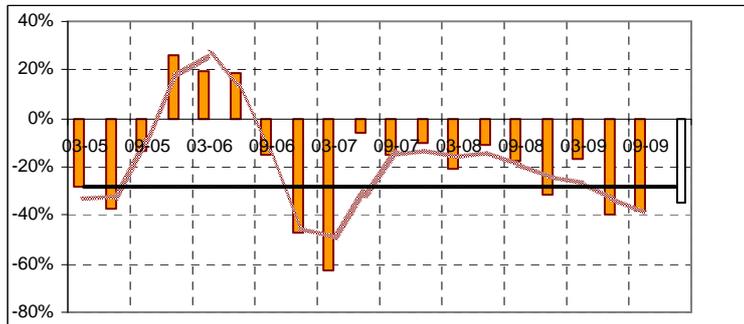
Stocks de produits finis



Prévisions d'investissement

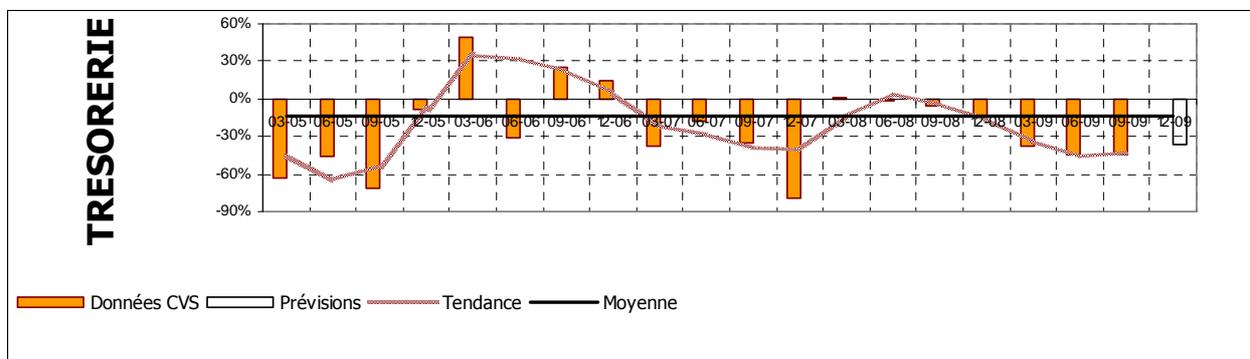
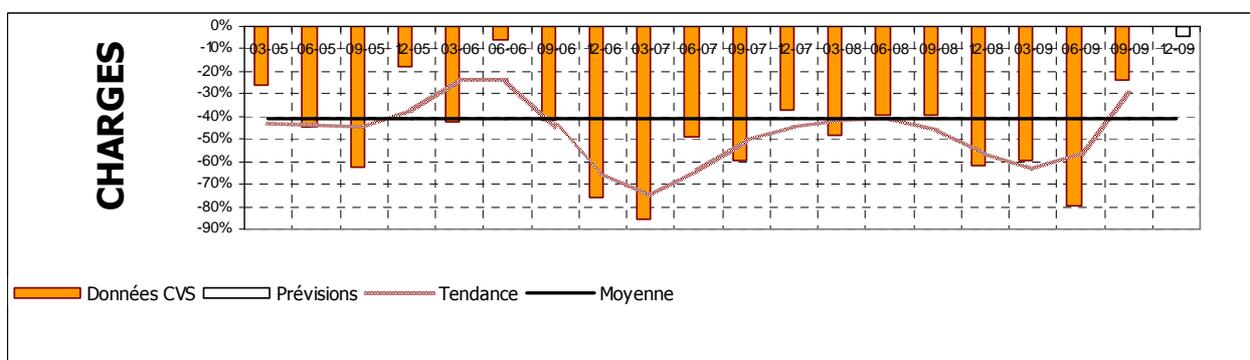
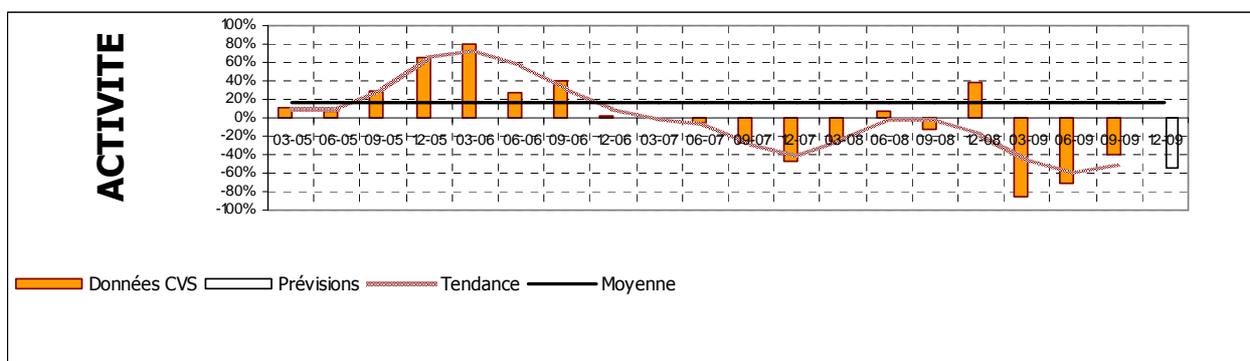


Délais de paiement

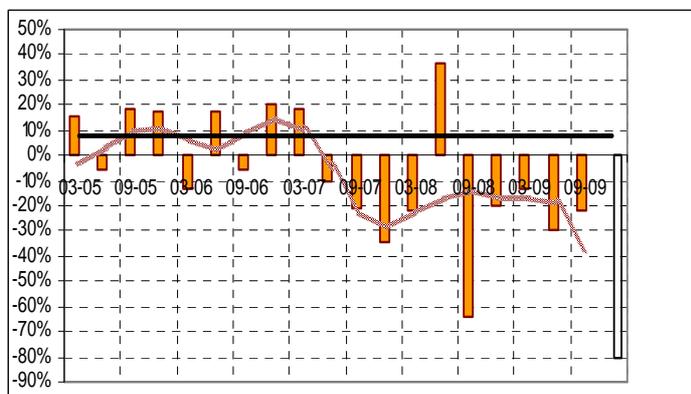


SERVICES MARCHANDS

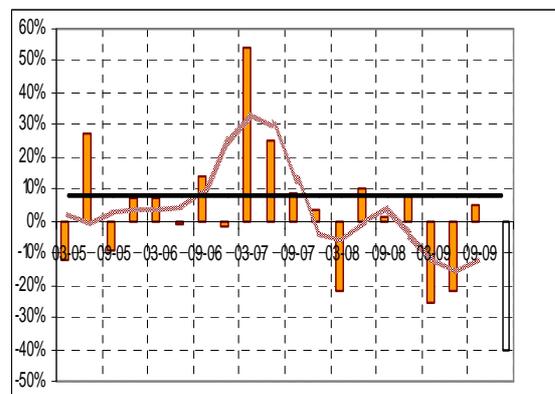
Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 30 septembre 2009⁹



Effectifs

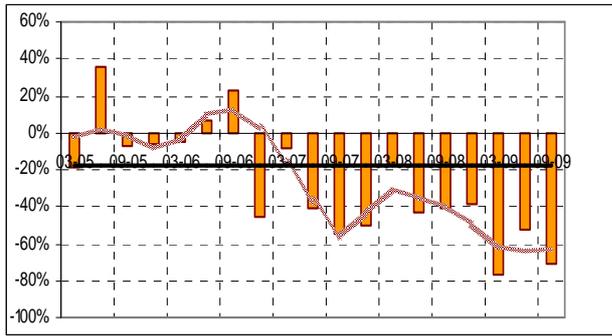


Prix

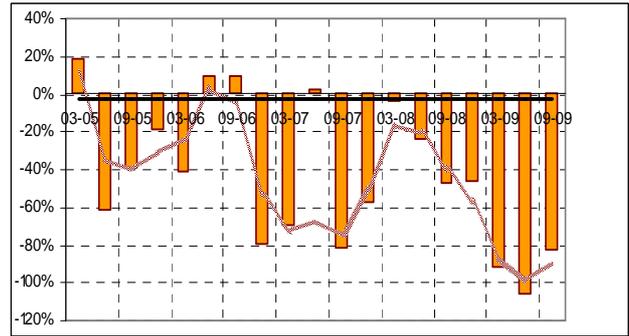


⁹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès de 15 dirigeants d'entreprises de services.

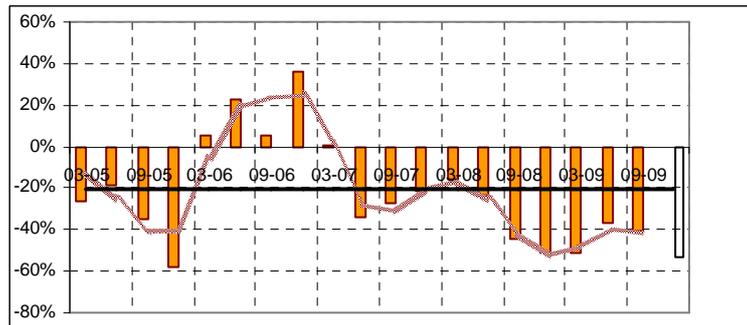
Niveau des carnets de commande



Prévisions d'investissement

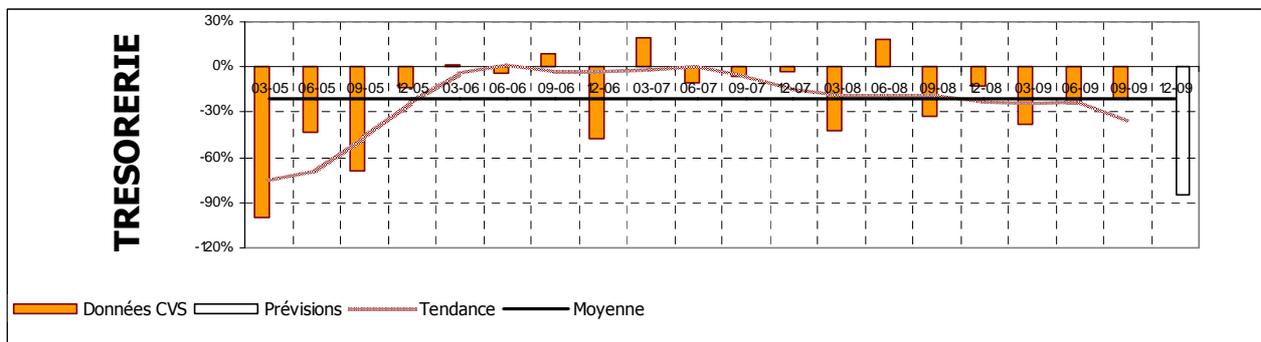
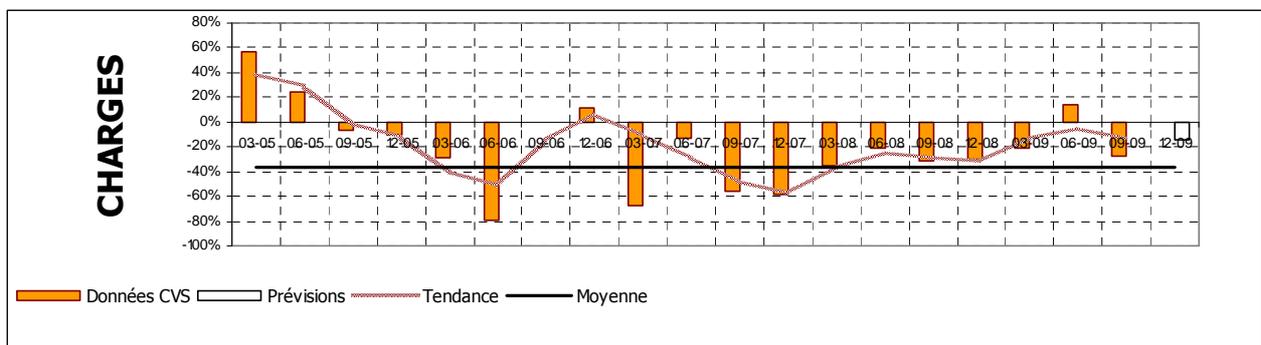
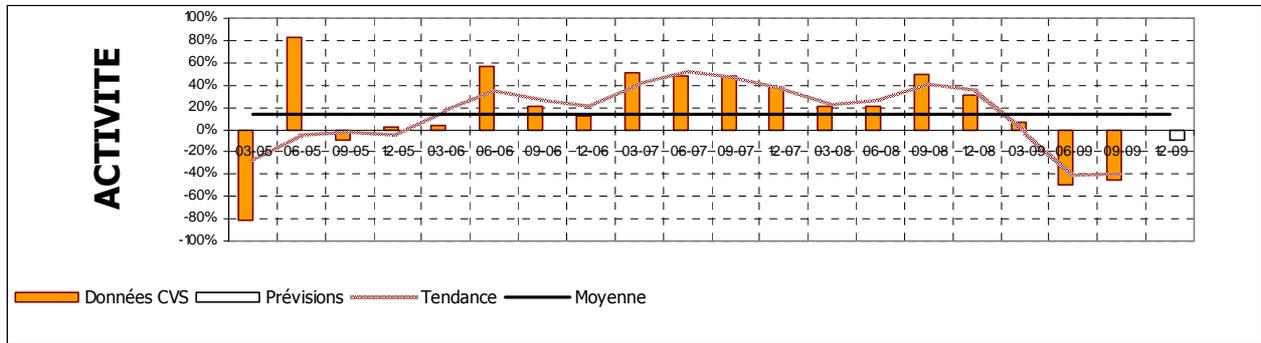


Délais de paiement

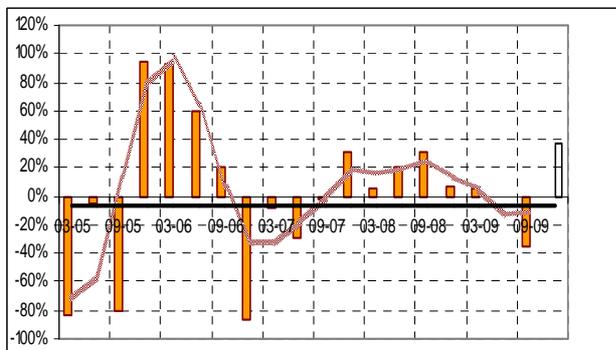


HÔTELLERIE - TOURISME

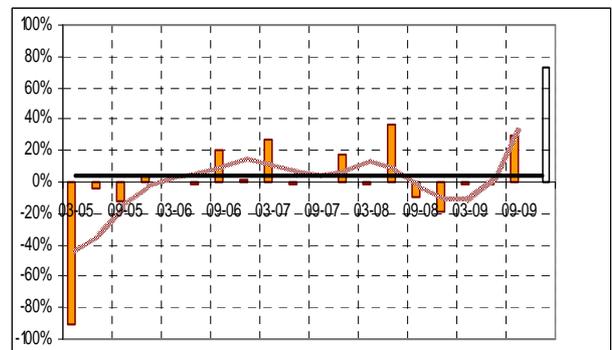
Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 30 septembre 2009¹⁰



Effectifs

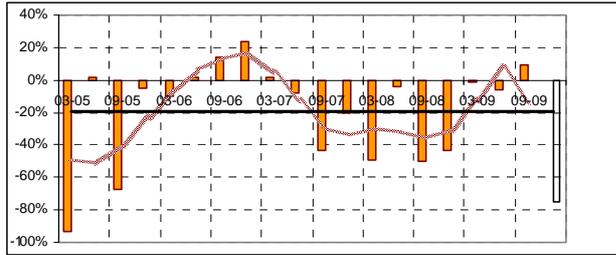


Prix

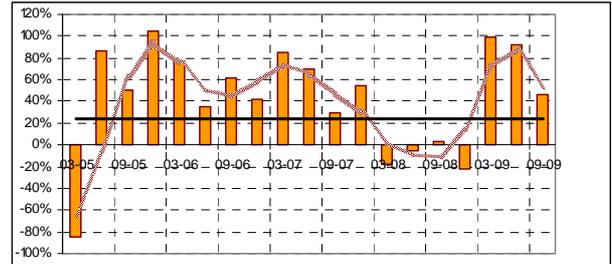


¹⁰ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès de 4 professionnels du tourisme et de l'hôtellerie.

Délais de paiement



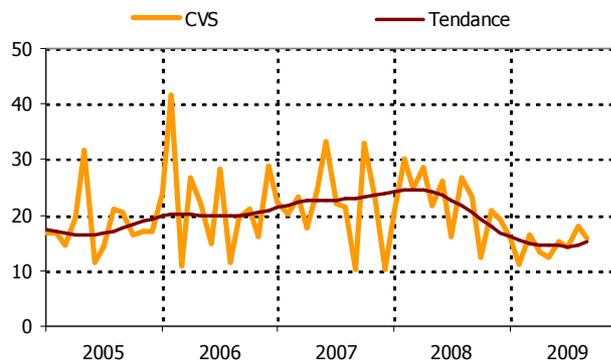
Prévisions d'investissement



3. Les entreprises

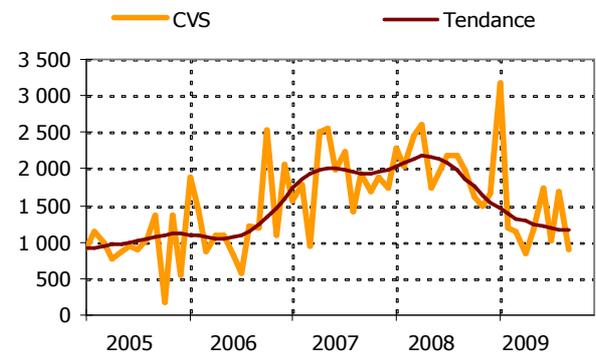
3.1 L'investissement des entreprises

Ventes de véhicules utilitaires
(en nombre – données mensuelles – CVS)



Source : SOREFI

Importations de biens d'équipement professionnel
(en milliers d'euros – données mensuelles – CVS)



Source : Direction régionale des Douanes

Nombre de véhicules utilitaires vendus

3T04	3T05	3T06	3T07	3T08	4T08	1T09	2T09	3T09	3T09/2T09	3T09/3T08	Cumul 09	Σ09/Σ08
55	58	61	56	70	60	38	39	51	30,8%	-27,1%	128	-38,5%

Source : SOREFI

Importations de biens d'équipement professionnel

milliers d'euros	3T04	3T05	3T06	3T07	3T08	4T08	1T09	2T09	3T09	3T09/2T09	3T09/3T08	Cumul 09	Σ09/Σ08
Importations de biens d'équipement professionnel	2 752	3 389	3 066	5 646	6 513	4 916	5 361	3 588	3 734	4%	-43%	12 682	-35%

Source : Direction régionale des Douanes

3.2 Le financement des entreprises

Encours des crédits à l'équipement
(en millions d'euros – données trimestrielles)



Source : IEDOM

Encours des crédits d'exploitation
(en millions d'euros – données trimestrielles)



Source : IEDOM

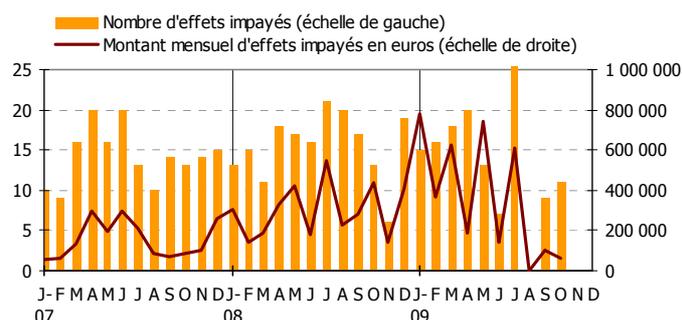
**Encours des crédits à l'équipement et d'exploitation
(établissements de crédit locaux et non locaux)**

en millions d'euros	juin-04	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	juin.-09/mars.-09	juin.-09/juin.-08
crédits à l'équipement	63,4	75,1	81,4	96,2	133,9	142,1	146,2	158,3	154,7	-2,3%	15,5%
crédits d'exploitation	17,2	21,8	27,2	25,7	41,5	54,8	62,7	52,3	47,2	-9,8%	13,7%

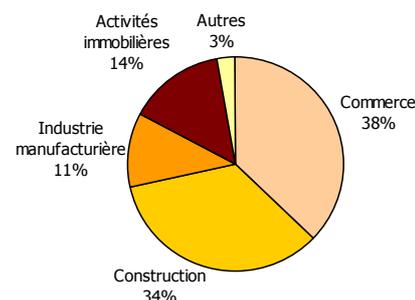
Source : IEDOM

3.3 La vulnérabilité financière des entreprises

**Incidents de paiement sur effets (IPE)
Évolution des IPE depuis janvier 2007
(flux)**



**Répartition par secteur d'activité des IPE
pour incapacité de payer
(stock des 60 dernières semaines au 02/10/2009)**



Incidents de paiement sur effets (flux)

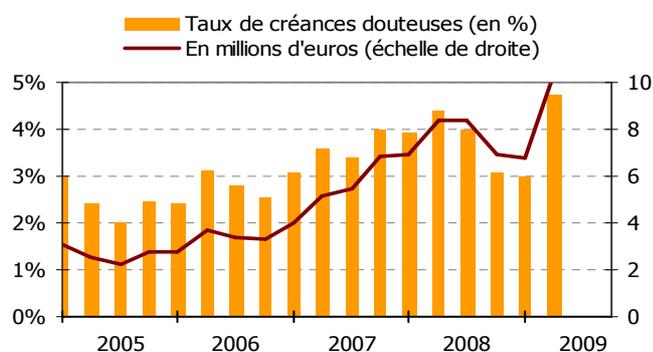
	1T07	2T07	3T07	4T07	1T08	2T08	3T08	4T08	1T09	2T09	3T09	2T09/1T09	2T09/2T08	Σ09/Σ08
Montant, en milliers d'euros	250,6	790,5	371,1	447,1	628,2	924,7	1061,2	980,9	1777,3	1065,4	ND	-40,1%	15,2%	83,1%
dont contestations de créances	48,6	143,5	124,9	73,5	160,1	313,4	167,8	64,7	426,5	50,1	ND	-88,3%	-84,0%	1%
dont incapacités de paiement	202,0	647,0	246,3	373,6	468,2	611,2	893,4	916,3	1350,8	1015,3	ND	-24,8%	66,1%	119%
Nombre	35	56	37	42	39	51	58	38	49	40	ND	-18,4%	-21,6%	-1,1%

Évolution trimestrielle des IPE au cours des 60 dernières semaines (stock)

Sur 60 semaines	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	sept.09/juin.09
Nombre d'entreprises en impayés	69	71	81	90	98	101	267	164%
Montant total des IPE	2,8	3,0	3,2	3,7	5,0	4,7	4,2	-11%
Montant total des IPE pour contestation de créances	1,1	1,3	0,7	0,7	1,0	1,1	0,7	-36%
Montant total des IPE pour incapacité de payer	1,7	1,7	2,5	3,0	4,0	3,6	3,5	-3%

Source : IEDOM

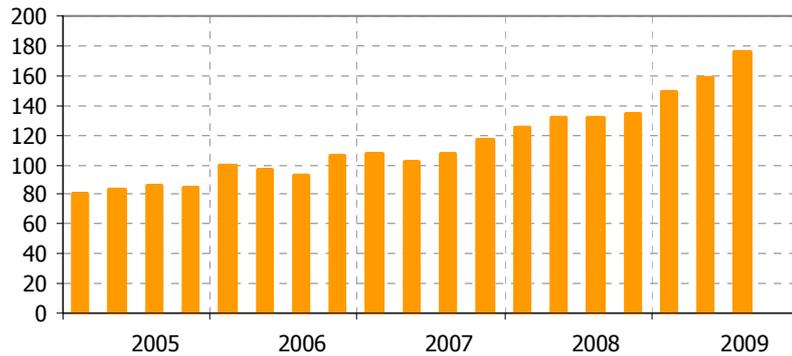
**Créances douteuses nettes des entreprises auprès des établissements de crédit locaux
Ratio créances douteuses nettes / total des crédits des entreprises**



	juin-04	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	juin-09/mars-09	juin-09/juin-08
en millions d'euros	2,8	2,6	3,7	5,2	8,4	8,4	6,9	6,8	10,3	51,5%	22,6%
Taux de créances douteuses	3,1%	2,4%	3,1%	3,6%	4,4%	4,0%	3,1%	3,0%	4,7%	-0,1 pt	-0,9 pt

Source : IEDOM

Personnes morales en interdiction bancaire



	sept.-04	sept.-05	sept.-06	sept.-07	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	sept-09/juin-09	sept-09/sept-08
Personnes morales	83	86	NC	NC	132	134	149	159	179	12,6%	35,6%

Source : Banque de France, Fichier Central des Chèques

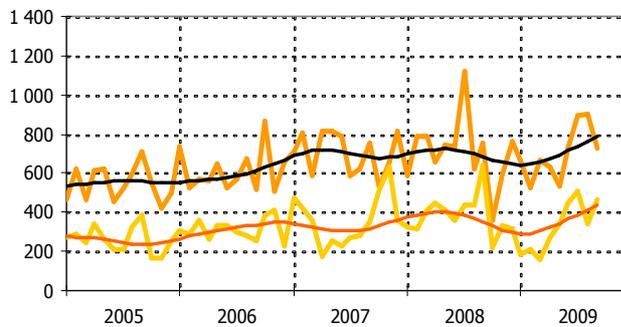
4. Les ménages

4.1 La consommation des ménages

Importations de biens d'équipement ménager, de vêtements et produits textiles

(en milliers d'euros – données mensuelles – CVS)

CVS Textile Tendence Textile
CVS Équipement des ménages Tendence Équipement des ménages

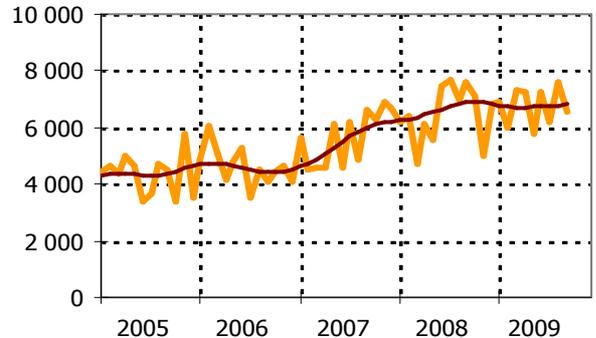


Source : Direction régionale des Douanes

Importations de produits alimentaires

(en milliers d'euros – données mensuelles – CVS)

CVS Tendence



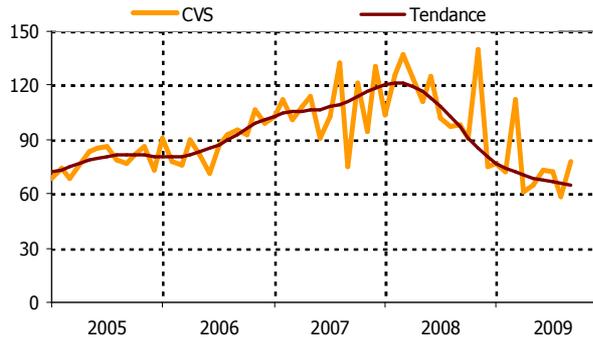
Source : Direction régionale des Douanes

Importations de biens de consommation des ménages

Importations (en milliers d'euros)	3T04	3T05	3T06	3T07	3T08	4T08	1T09	2T09	3T09	3T09/2T09	3T09/3T08	Σ09/Σ08
Produits alimentaires	10 890	13 737	12 812	18 657	23 480	20 592	17 617	20 013	21 642	8,1%	-7,8%	3,5%
-dont boissons	1 563	2 400	2 264	2 448	3 950	2 998	1 762	2 679	3 125	16,6%	-20,9%	-10,0%
-dont riz	1 850	1 581	1 480	2 165	3 279	1 953	2 521	4 109	2 935	-28,6%	-10,5%	34,6%
-dont produits laitiers	814	802	722	1 271	1 265	824	835	1 105	1 470	33,0%	16,2%	18,9%
-dont viandes et abats	2 925	3 844	3 521	6 041	6 832	7 356	7 165	5 437	5 580	2,6%	-18,3%	4,3%
-dont ailes et cuisses de poulet	1 326	1 571	1 366	2 723	2 756	2 699	2 667	2 271	2 896	27,5%	5,1%	11,1%
Vêtements et produits textiles	1 474	2 078	1 991	2 241	2 777	1 782	1 498	1 798	2 901	61,3%	4,5%	-5,1%
Biens d'équipement ménager	806	952	860	938	1 596	887	507	1 044	1 406	34,7%	-11,9%	-21,3%

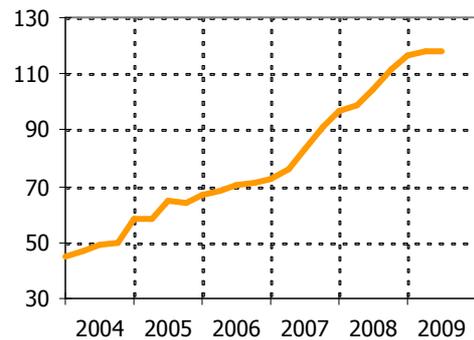
Source : Direction régionale des Douanes

Ventes de véhicules de tourisme
(en nombre – données mensuelles – CVS)



Source : SOREFI

Encours des crédits à la consommation
(établissements de crédit locaux et non locaux)
(en millions d'euros – données trimestrielles)



Source : IEDOM

Nombre de véhicules de tourisme vendus

3T04	3T05	3T06	3T07	3T08	4T08	1T09	2T09	3T09	3T09/2T09	3T09/3T08	Cumul 09	Σ09/Σ08
225	259	296	334	318	300	248	195	224	14,9%	-29,6%	667	-34,6%

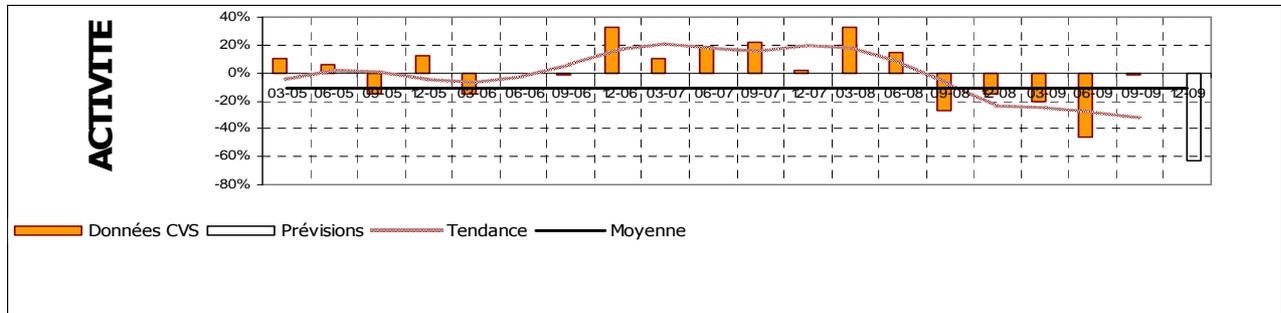
Source : SOREFI

Encours des crédits à la consommation
(établissements de crédit locaux et non locaux)

En millions d'euros	juin-04	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	juin-09/mars-09	juin-09/juin-08
Crédits à la consommation	49,0	64,6	70,5	82,9	104,7	111,4	116,7	117,9	118,2	0,3%	12,9%

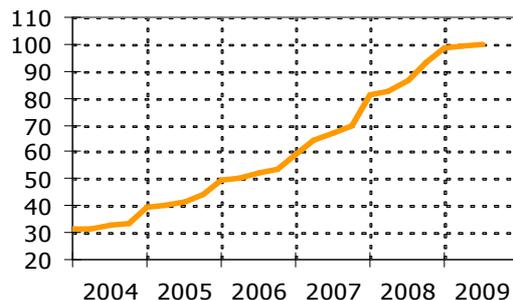
Source : IEDOM

Opinions des dirigeants d'entreprises du commerce au 30 septembre 2009



4.2 L'investissement immobilier des ménages

Encours des crédits à l'habitat
(établissements de crédit locaux et non locaux)
(en millions d'euros, données trimestrielles)



Source : IEDOM

**Encours des crédits à l'habitat
(établissements de crédit locaux et non locaux)**

En millions d'euros	juin-04	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	juin-09/mars-09	juin-09/juin-08
Crédits à l'habitat	33,0	41,2	52,0	66,9	86,4	93,2	98,5	99,3	99,9	0,6%	15,7%

Source : IEDOM

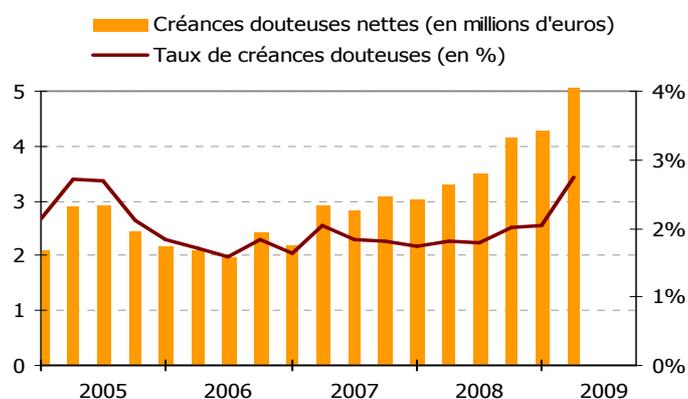
4.3 La vulnérabilité financière des ménages

**Créances douteuses nettes
(établissements de crédit locaux)**

	juin-04	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	juin-09/mars-09	juin-09/juin-08
en millions d'euros	1,8	2,9	2,1	2,9	3,3	3,5	4,2	4,3	4,7	11,3%	44,1%
Taux de créances douteuses	2,2%	2,7%	1,7%	2,0%	1,8%	1,8%	2,0%	2,0%	2,7%	0,7 pt	0,9 pt

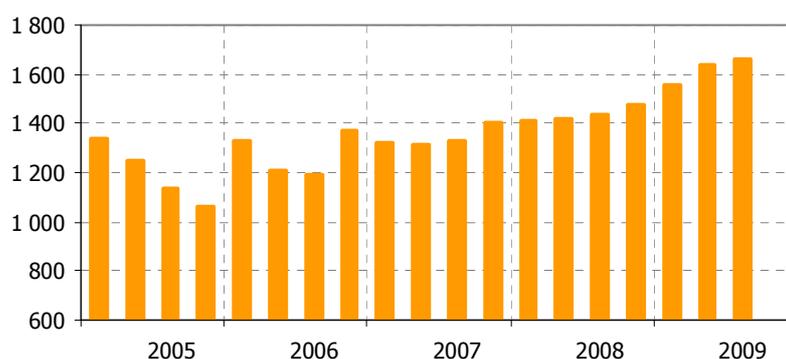
Source : IEDOM

**Ratio créances douteuses nettes / total des crédits consentis aux ménages
(établissements de crédit locaux) (données trimestrielles)**



Source : IEDOM

Personnes physiques en interdiction bancaire



	sept.-04	sept.-05	sept.-06	sept.-07	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	sept-09/juin-09	sept-09/sept-08
Personnes physiques	1 466	1 132	NC	NC	1 438	1 473	1 558	1 638	1 659	1,3%	15,4%

Source : Banque de France, Fichier Central des Chèques

5. Sélection d'indicateurs macro-économiques

5.1 Le marché de l'emploi

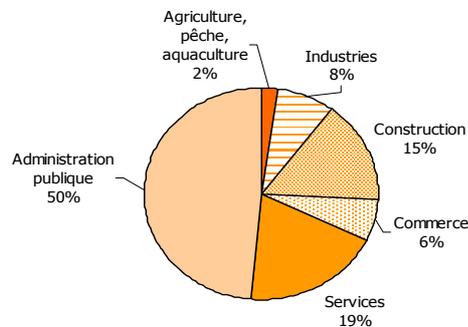
Nombre de demandeurs d'emploi inscrits au Pôle Emploi à fin septembre 2009 (toutes catégories confondues) : 10 626

Offres d'emploi par secteur d'activité enregistrées par l'ANPE - Pôle Emploi au cours de l'année 2008

décembre-08	enregistrées	satisfaites
Total des offres enregistrées en 2008	3 776	3 329
Agriculture, chasse, sylviculture	45	34
Pêche, aquaculture	38	8
Industries extractives	34	21
Industries manufacturières	240	179
Production et distribution d'électricité, de gaz de vapeur et d'air conditionné	26	21
Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	12	12
Construction	591	519
Commerce - réparations automobile et de motocycles	243	152
Transports et entreposage	62	43
Hébergements et restaurations	163	127
Information et communication	38	20
Activités financières et d'assurance	8	6
Activités immobilières	12	11
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	76	56
Activités de services administratifs et de soutien	81	73
Administration publique	1 855	1 858
Éducation	61	47
Santé humaine et action sociale	34	32
Arts, spectacles et activités récréatives	4	3
Autres activités de services	176	128
Activités des ménages en tant qu'employeurs, activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre		
Activités extra-territoriales	-	-
Non renseigné	-	-

Source : ANPE - Pôle Emploi

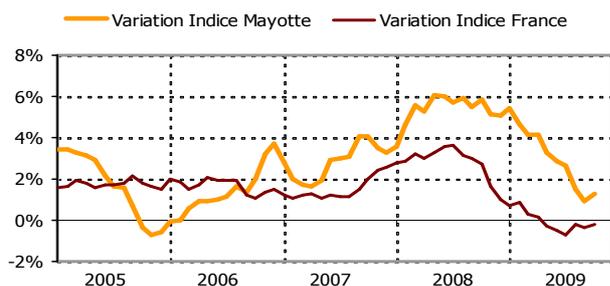
Répartition par secteur d'activité des offres d'emploi enregistrées en 2008



Source : ANPE - Pôle Emploi

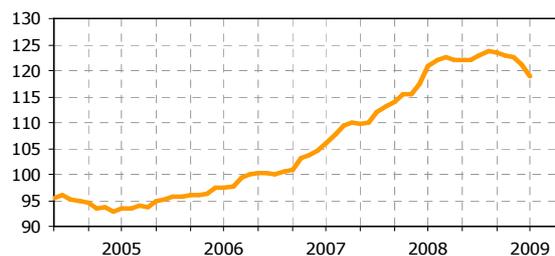
5.2 Prix à la consommation, salaires et revenus

Évolution de l'indice des prix à la consommation (variation en glissement annuel)



Source : INSEE

Évolution de l'indice des prix des « produits alimentaires et boissons » (base 100 : décembre 2006)



Source : INSEE

SMIG mensuel net en euros
(sur la base de 169 heures travaillées par mois)



Source : DTEFP

Les cotisations salariales s'élèvent à 6,5 % (4 % au titre de la retraite, 2 % pour l'assurance maladie-maternité et 0,5 % pour l'assurance chômage)

Salaires minimum interprofessionnel garanti (SMIG)

SALAIRES (€)	sept-04	sept-05	sept-06	sept-07	sept-08	déc-08	mars-09	juin-09	sept-09	sept-09/sept-08
SMIG horaire brut	3,25	3,48	4,18	4,89	5,49	5,49	5,49	5,49	5,93	8,0%
SMIG mensuel brut	549,25	588,12	706,42	826,41	927,81	927,81	927,81	927,81	1002,17	8,0%
SMIG mensuel net	516,30	552,83	660,50	772,69	867,50	867,50	867,50	867,50	937,03	8,0%

Source : DTEFP

Évolution de l'indice des prix à la consommation

PRIX	Pondération*	sept-05	sept-06	sept-07*	sept-08*	dec-08*	mars-09*	juin-09*	sept.-09*	sept.-09/juin. 09	sept-09/sept-08
Indice général des prix à la consommation (base 100 : décembre 2006)	10 000	96,8	98,1	102,1	107,7	108,5	108,7	109,2	108,7	-0,5%	0,9%
Produits alimentaires et boissons	2 712	93,6	97,5	106,1	120,9	122,0	122,9	123,0	121,2	-1,5%	0,2%
Produits manufacturés	3 177	99,6	98,6	99,2	100,5	100,5	100,6	102,2	101,1	-1,1%	0,6%
Services aux ménages	3 342	98,3	98,5	102,3	106,4	107,2	107,3	107,8	108,7	0,8%	2,2%

Source : INSEE

* A partir de janvier 2007, l'INSEE-Mayotte a procédé à un changement de base (base 100 : décembre 2006 au lieu de 1996). Les comparaisons avec les mois antérieurs à décembre 2006 sont délicates dans la mesure où la nomenclature et la pondération des postes ont également été modifiées.

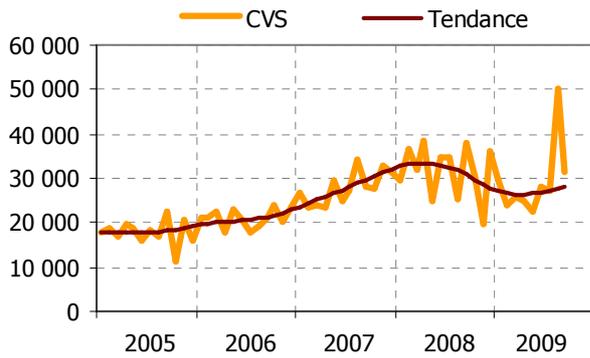
5.3 Commerce extérieur

Échanges commerciaux en valeur, hors hydrocarbures

En milliers d'euros	3T04	3T05	3T06	3T07	3T08	4T08	1T09	2T09	3T09	3T09/2T09	3T09/3T08	Cumul 2009	Σ09/Σ08
Importations	59 591	61 599	63 320	98 814	103 864	87 078	74 900	72 254	123 489	70,9%	18,9%	270 643	-6,2%
Exportations	1 075	1 235	1 857	1 555	1 813	1 275	1 235	1 226	1 463	19,3%	-19,3%	3 924	-3,4%
Taux de couverture	1,8%	2,0%	2,9%	1,6%	1,7%	1,5%	1,6%	1,7%	1,2%	-0,5 point	-0,5 point	-	-

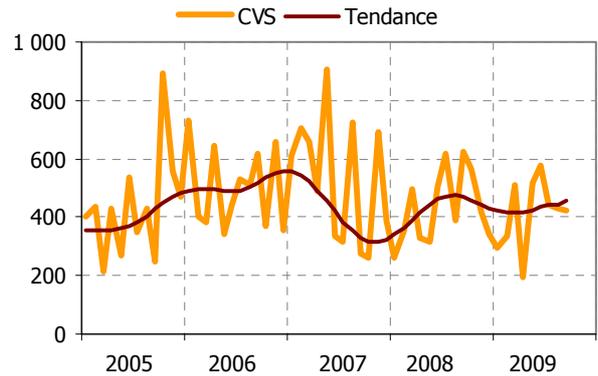
Source : Direction régionale des Douanes

Importations hors hydrocarbures
(en milliers d'euros – données mensuelles – CVS)



Source : Direction régionale des Douanes

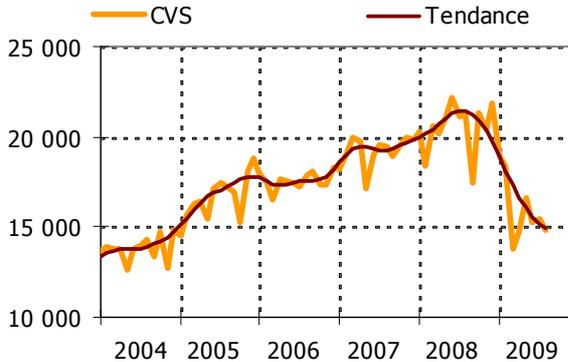
Exportations hors hydrocarbures
(en milliers d'euros – données mensuelles – CVS)



Source : Direction régionale des Douanes

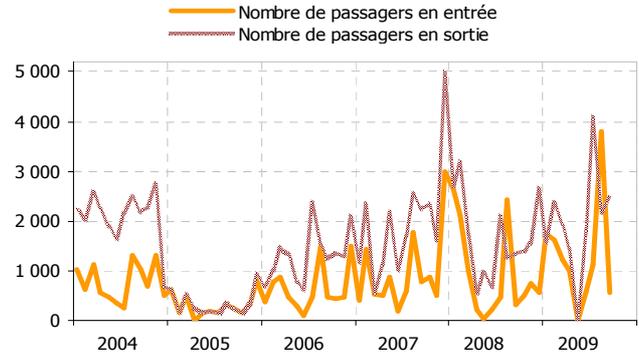
5.4 Les transports¹¹

Nombre de passagers enregistrés à l'aéroport de Dzaoudzi/Pamandzi (entrées et sorties, hors transit)
(nombre – données mensuelles – CVS)



Source : Direction de l'Aviation civile

Nombre de passagers enregistrés au port de Dzaoudzi (entrées et en sorties)
(nombre – données mensuelles – brutes)



Source : Direction régionale des Douanes, Recettes de Longoni et de Pamandzi

Évolution du trafic aérien de l'aéroport de Dzaoudzi/Pamandzi

TRAFIC AERIEN	3T04	3T05	3T06	3T07	3T08	4T08	1T09	2T09	3T09	2T09/1T09	2T09/2T08	Σ09/Σ08
Mouvements de vols	1 004	973	1 015	1 204	1 297	522	530	521	ND	-1,7%	-56,7%	11,6%
Nombre de passagers (hors transit)	57 804	71 394	72 824	79 439	83 213	59 295	11 830	39 858	ND	236,9%	-49,8%	-20,5%
Fret commercial (en tonnes)	263	277	374	433	380	399	329	390	ND	18,5%	-9,9%	-12,9%
Poste (en tonnes)	84	79	94	116	213	164	146	169	ND	15,8%	45,7%	14,4%

Source : Direction de l'Aviation civile

Évolution du trafic maritime du Port de Mayotte (Longoni et Dzaoudzi)

Trafic maritime	3T04	3T05	3T06	3T07	3T08	4T08	1T09	2T09	3T09	2T09/3T09	3T09/3T08
Mouvements de navires (entrées + sorties)	268	131	181	211	222	179	287	234	292	25%	32%
Port de Longoni	122	116	114	110	114	78	156	138	133	-4%	17%
Port de Dzaoudzi	146	15	67	101	108	101	131	96	159	66%	47%
Trafic de passagers											
nombre d'entrées	2 587	730	2 436	3 130	3 225	1 830	4 544	1 588	5 497	246%	70%
nombre de sorties	6 797	730	5 154	6 445	4 666	5 601	5 820	3 230	8 697	169%	86%
Total	9 384	1 460	7 590	9 575	7 891	7 431	10 364	4 818	14 194	195%	80%

Source : Direction de l'Aviation civile

¹¹ Certaines données relatives aux activités portuaires et aéroportuaires ne sont pas disponibles au moment de la rédaction de ce bulletin.

LISTE DES PUBLICATIONS

- La lettre mensuelle de l'IEDOM (12 numéros par an)
- Le bulletin trimestriel de conjoncture : Suivi de la conjoncture financière et bancaire
Suivi de la conjoncture économique
- Les monographies :
 - Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, Réunion et Saint-Pierre-et-Miquelon
- Le rapport d'activité de l'IEDOM

Diffusion
électronique
gratuite sur
www.iedom.fr

Les Notes de l'Institut d'émission

- Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2007 (décembre 2008)
- Les filières des déchets en Guadeloupe (octobre 2008)
- La gestion des déchets ménagers dans les DCOM (septembre 2008)
- Quel impact de la politique monétaire sur le coût du crédit aux entreprises OM ? (décembre 2007)
- Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2006 (décembre 2007)
- Le secteur des transports dans les DCOM (décembre 2007)
- Compétitivité des ports ultramarins dans leur environnement régional (décembre 2007)
- La formation du produit net bancaire dans les DOM (octobre 2007)

Diffusion
électronique
gratuite sur
www.iedom.fr

Les Notes express

- N°59 Synthèse de l'année 2008 en Martinique (*avril 2009*)
- N°58 La gestion des déchets à la Martinique (*avril 2009*)
- N°57 Synthèse de la conjoncture à Saint-Pierre et Miquelon en 2008 (*mars 2009*)
- N°56 Synthèse de l'année 2008 en Guadeloupe (*mars 2009*)
- N°55 Synthèse de l'année 2008 en Guyane (*mars 2009*)
- N°54 Synthèse de l'année 2008 à La Réunion (*mars 2009*)
- N°53 Synthèse de la conjoncture à Mayotte en 2008 (*mars 2009*)
- N°52 – La gestion des déchets à Mayotte (octobre 2008)
- N°51 – Le financement bancaire des entreprises en Guyane (juillet 2008)
- N°50 - La gestion des déchets ménagers et assimilés en Guyane (juillet 2008)
- N°49 - Le tourisme à la Réunion (janvier 2008)
- N°48 - Le développement urbain et interurbain en Martinique (décembre 2007)
- N°47 - Les coopératives agricoles de Guyane (novembre 2007)
- N°46 - Dean à la Martinique : impact sur le tissu économique (novembre 2007)

Diffusion
électronique
gratuite sur
www.iedom.fr

Les Notes sectorielles

- Profils sectoriels de sociétés dans les DOM en 2004 : Industrie – BTP – Commerce (décembre 2006)
- Profils d'entreprises dans les DOM en 2002 et 2003 : L'industrie

Ces études sont disponibles à l'agence de l'IEDOM de Mamoudzou : Avenue de la Préfecture BP 500 – 97600 Mamoudzou. Tél : 02 69 61 05 05 – Fax : 02 69 61 05 02 – mél : agence@iedom-mayotte.fr et à la division Communication au siège de l'IEDOM : 164, rue de Rivoli 75001 Paris – Tél : 01 53 44 41 55. Pour les téléchargements gratuits, consulter le site www.iedom.fr

L'Institut d'émission des départements d'Outre-mer assure :

- ❖ Des missions de banque centrale conformément à l'ordonnance n° 2000-347 du 19 avril 2000, modifiant l'ordonnance n° 59-74 du 7 janvier 1959. En agissant « *au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France* » en Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion ainsi qu'à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon, l'IEDOM met en œuvre les missions du Système européen de banques centrales dans sa zone d'intervention :
 - mise en circulation et entretien des billets de banque,
 - relais des autorités bancaires européennes et nationales,
 - tenue des comptes des établissements de crédit et de La Poste,
 - mobilisation des créances privées non négociables,
 - information sur les entreprises.

- ❖ Des missions d'intérêt général directement confiées par l'État :
 - mise en circulation pour le compte du Trésor public des pièces métalliques,
 - gestion des comptes du Trésor public,
 - surendettement et information du public,
 - un rôle d'observatoire économique.
 - médiateur départemental du crédit

- ❖ Des services rendus à la communauté bancaire ou pour le compte de tiers :
 - gestion d'informations sur les entreprises et cotation de celles-ci,
 - centralisation et restitution des créances douteuses, des arriérés de cotisation de sécurité sociale, des parts de marché et des résultats de l'enquête semestrielle sur le coût du crédit aux entreprises,
 - gestion des systèmes d'échange de moyens de paiement.

Par sa connaissance de la situation économique et financière des DOM, de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon, l'IEDOM joue un rôle d'observatoire économique permanent en réalisant des enquêtes et études périodiques sur les grands secteurs d'activité et en publiant une lettre mensuelle, un bulletin trimestriel de conjoncture ainsi que des notes expresses. L'IEDOM réalise également tous les ans un rapport annuel dressant le bilan économique et financier de chaque département. Le site Internet de l'IEDOM restitue une partie de ces informations : www.iedom.fr

L'Institut d'émission apporte dans les DOM, à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon ses services à la communauté bancaire, aux pouvoirs publics, aux entreprises et aux particuliers : cotation des entreprises, centrale des bilans, gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, droit d'accès aux fichiers des impayés, mise à disposition des textes réglementaires de la Banque Centrale Européenne et de la Banque de France. Il assure également dans ce cadre l'exécution des transferts de fonds publics et privés entre sa zone d'intervention et la France hexagonale.

INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
Avenue de la Préfecture – B.P. 500 - 97600 Mamoudzou

Téléphone : 02 69 61 05 05 – Télécopie : 02 69 61 05 02

Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : Yves BARROUX
Responsable de la rédaction : Victor-Robert NUGENT
Editeur : IEDOM

Achévé d'imprimer le 7 décembre 2009

Dépôt légal : décembre 2009